

Au service
du bien commun
depuis

55
ans

et l'avenir
devant nous !

Rapport
d'activités
2025



À l'Assemblée générale annuelle du 24 avril 2025, la Caisse d'économie solidaire s'est démarquée, une fois de plus, par la forte mobilisation de ses 300 membres présent.e.s.

x

+

x

Table des matières

- 4** Le rapport de la présidente
- 6** Le rapport du directeur général
- 8** Des choix stratégiques pour les 10 prochaines années, par Gérald Larose
- 15** La Caisse d'économie solidaire Desjardins, 55 ans au service du bien commun
- 22** La gouvernance
- 23** Le portrait des artisan.e.s
- 24** Notre présence partout au Québec
- 25** Les faits saillants
- 26** Le parcours de l'argent
- 28** La Caisse des mouvements sociaux
- 32** La Caisse de l'investissement responsable et de la finance solidaire
- 36** La Caisse des entreprises collectives
- 43** Les domaines d'activités et retombées
- 49** La Garantie solidaire
- 50** Le Fonds de soutien à l'action collective solidaire
- 52** Les leviers complémentaires au financement solidaire
- 54** Le Fonds d'aide au développement du milieu (FADM), notre ristourne collective
- 56** L'empreinte carbone de la Caisse
- 58** Engagement et dialogue à l'international

+

x

Le rapport de la présidente

J'ai eu l'honneur cette année d'entreprendre mon premier mandat à la présidence de la Caisse d'économie solidaire.

L'année 2025 s'est inscrite dans un contexte mondial et canadien marqué par des bouleversements politiques, économiques et sociaux majeurs, dont les effets se sont répercutés sur le Québec, sur le Mouvement Desjardins et sur notre caisse. Dans un environnement caractérisé par l'incertitude, l'économie sociale s'affirme plus que jamais comme un levier essentiel de stabilisation, de cohésion et de résilience collective. Les résultats solides de notre Caisse témoignent de l'engagement de nos membres et de la pertinence de notre modèle financier au service du bien commun.

Notre caisse souligne cette année son 55^e anniversaire, une étape charnière qui invite à la fois à la continuité et au renouvellement. **Depuis sa fondation, notre caisse poursuit une mission claire et ambitieuse: mettre l'épargne de nos membres au service de projets porteurs de justice sociale et orientés vers le bien commun.** Guidée par sa rigueur, son audace et sa vision à long terme, elle s'est imposée comme une institution financière engagée, profondément ancrée dans son milieu.

Aujourd'hui, ces valeurs demeurent plus pertinentes que jamais dans un monde marqué par l'accroissement des inégalités, la polarisation des débats publics, la montée de discours d'exclusion, la crise climatique et les menaces à la démocratie. **Face à ces enjeux, la Caisse réaffirme sa conviction: la coopération, l'action collective et l'économie sociale constituent des réponses concrètes et crédibles aux défis de notre époque.**

Mon premier mandat à la présidence s'est aussi déroulé dans une période de mutations profondes touchant l'ensemble des coopératives financières: transition démographique, transformations numériques rapides, pressions réglementaires croissantes et attentes accrues quant au rôle social des institutions financières. **Ces défis exigent de la part des organisations comme la nôtre une capacité d'adaptation constante, sans compromis sur nos valeurs fondamentales.**



Élisabeth Duboc, présidente

Dans ce contexte, le conseil d'administration joue un rôle central: il doit assurer la cohérence entre la mission de la Caisse et les décisions stratégiques, tout en favorisant une participation active des membres. La Caisse connaît un tournant générationnel important, qui la conduit à renouveler ses instances de manière progressive, équilibrée et complémentaire. Le défi qu'elle doit relever est clair: diversifier son conseil en accueillant de nouvelles voix et de nouvelles expertises, tout en veillant à transmettre son savoir-faire, sa culture coopérative et ses valeurs.

Il me paraît essentiel de souligner la contribution déterminante de Léopold Beaulieu et de Gérald Larose, dont l'engagement, la vision et le courage ont marqué durablement l'histoire de la Caisse. Leur leadership a contribué à façonner une institution fidèle aux principes de solidarité, de justice sociale et de démocratie économique. Après de nombreuses années d'implication exemplaire, ils ont décidé de passer le flambeau à la relève. Leur apport demeure bien vivant et continuera de guider aussi bien nos choix que nos actions.

Je tiens également à remercier Garry Lavoie, mon prédécesseur à la présidence du conseil d'administration, pour son engagement au cours des cinq dernières années. Son mandat a permis de renforcer le caractère coopératif de la Caisse et de consolider son positionnement au sein du Mouvement Desjardins.

Par ailleurs, l'année 2025 a également été celle de la nomination d'un nouveau président et chef de la direction du Mouvement Desjardins. **La vision portée par Denis Dubois, axée sur la cohérence coopérative, ouvre des perspectives importantes pour notre caisse.** Elle nous permet de contribuer activement au développement du Mouvement, notamment **grâce à notre expertise reconnue en matière d'économie sociale, d'habitation communautaire et d'investissement responsable.**

Depuis 55 ans, la force de la Caisse réside avant tout dans le collectif: ce sont les membres, les organisations partenaires, les initiatives issues du terrain et les valeurs partagées qui nous motivent à agir, à innover et à proposer des alternatives durables. À l'aube de ce nouveau chapitre de notre histoire, **je suis convaincue que nous saurons continuer de bâtir sur notre héritage pour renforcer notre soutien aux projets d'économie sociale et aux initiatives collectives, et ce, tant pour le bien commun des générations actuelles que futures.**

C'est avec un profond sentiment de responsabilité et d'enthousiasme que j'ai entrepris ce mandat, soutenue par un conseil d'administration engagé, une équipe de travailleuses et de travailleurs compétente et mobilisée ainsi que par des militantes et militants et des membres résolument impliqués. **Cette alliance entre gouvernance, équipe professionnelle et membres constitue le cœur même de notre force collective.**

En terminant, je remercie chaleureusement l'ensemble de nos membres pour leur confiance renouvelée. Cette loyauté nous incite à poursuivre notre action en mettant notre compétence, notre audace et notre solidarité au service de la Caisse afin qu'elle continue de jouer son rôle d'institution financière pleinement engagée pour le bien commun.

Solidairement,

Dans un contexte d'incertitudes et de transformations, le conseil d'administration joue un rôle central.

Le rapport du directeur général



Marc Picard, directeur général

Cette année marque un moment particulièrement significatif pour notre caisse : 55 ans d'engagement au service d'une économie plus démocratique, plus verte, plus solidaire et profondément enracinée dans les besoins des communautés. Cet anniversaire n'est pas seulement une occasion de célébration, mais aussi un temps d'arrêt collectif pour regarder le chemin parcouru, mesurer notre impact et réaffirmer notre raison d'être.

Dans un contexte économique et social en constante transformation, la Caisse a continué de jouer pleinement son rôle de levier financier au service du bien commun. L'année a été marquée par une croissance notable du nombre de membres entreprises, avec 329 nouvelles organisations qui ont choisi d'arrimer leurs valeurs à celles d'une finance engagée. Cette confiance renouvelée confirme la pertinence de notre modèle et l'importance de soutenir les acteurs collectifs dans leurs projets de développement. Si le nombre de membres particuliers demeure stable, leur engagement et leur fidélité n'en témoignent pas moins d'un attachement durable à notre mission. Ils nous choisissent parce que leurs aspirations, tout comme les nôtres, sont grandes. Par ailleurs, l'apparente stabilité du nombre de membres particuliers ne rend pas justice au renouvellement qui s'opère dans ce groupe, et ce, grâce à l'adhésion de nouveaux membres jeunes et engagés.

Notre action s'est concrétisée à travers nos activités de financement, en particulier dans le domaine de l'habitation sociale et communautaire, un secteur au cœur des enjeux sociaux actuels. En 2025, ce sont 166 entreprises et organisations qui ont bénéficié de prêts totalisant 612,9 M\$, contribuant directement à la création, à la consolidation et à la pérennité de projets porteurs partout au Québec. De leur côté, les actifs totaux de la Caisse se maintiennent, avec une croissance de 1,6%.

Toutefois, au-delà des chiffres, soulignons que, comme l'arbre qui cache la forêt, chacun de ces investissements cache un milieu de vie, de la dignité et des réponses collectives à des besoins essentiels.

L'année dernière a également été marquante en ce qui concerne l'innovation financière. Je pense ici à notre premier appel à projets visant à renforcer les capacités organisationnelles en matière d'habitation communautaire. **Les huit projets – portés par des coopératives, des OBNL et des offices d'habitation – que nous avons sélectionnés**

ont ainsi bénéficié d'un soutien total de 665 000 \$, ce qui leur a permis de consolider leur structure, leurs compétences et leurs impacts à long terme. **Les témoignages des lauréats** illustrent avec force combien ce type d'accompagnement est structurant pour l'écosystème.

L'année 2025 nous aura aussi donné la fierté d'accueillir de nouveaux membres d'envergure, dont le **Musée McCord**. L'adhésion de ce musée témoigne de l'attrait grandissant de la Caisse auprès d'organisations culturelles majeures qui partagent nos valeurs de responsabilité et d'utilité sociale.

Nos membres continuent par ailleurs de se démarquer au sein du Mouvement Desjardins, comme en témoignent les initiatives mises de l'avant : **la Centrale agricole**, la **Fédération des coopératives du Nouveau-Québec** (FCNQ) et **Expédition Nouvelle Vague**. Non seule-

ment ces réussites sont de réelles sources d'inspiration, mais en plus elles montrent avec brio que l'économie sociale et coopérative est souvent synonyme d'innovation, d'audace et de performance.

En 2025, nous avons aussi réaffirmé le leadership et l'engagement public de la Caisse d'économie solidaire, notamment lors du Sommet de l'économie sociale. Sur le plan international, notre participation active à des rencontres comme le Forum mondial de l'économie sociale à Bordeaux a contribué à nourrir les échanges, à partager notre expertise et à inscrire plus profondément notre action dans un mouvement mondial pour une économie plus inclusive.

Tout au long de l'année dernière, la transparence est demeurée et demeure encore aujourd'hui un pilier fondamental de notre relation avec nos membres. La poursuite de la démarche sur le parcours de l'argent ainsi que deux nouvelles parutions du bulletin intitulé *Où va votre argent?* traduisent notre volonté, à la Caisse, de rendre bien visibles les impacts réels de l'épargne et du financement solidaire. **Nous avons la conviction qu'une finance démocratique repose sur une information accessible, claire et partagée.**

Notre implication au sein de **l'Alliance pour la démocratisation de l'économie** repose sur la même logique tout en poursuivant trois objectifs : penser ensemble, collectivement, les transitions économiques ; renforcer les liens entre les acteurs ; et contribuer à l'émergence de solutions structurantes, ancrées dans les territoires.

Avant de conclure, j'ajouterais que, mon équipe et moi, nous constatons que le Réseau des caisses fait de plus en plus souvent appel à notre expertise. Pour nous, il s'agit là d'une importante reconnaissance du savoir-faire que la Caisse d'économie solidaire a développé au fil des ans.

Je tiens à remercier chaleureusement nos membres, nos partenaires et l'ensemble des employé.e.s de la Caisse. Votre engagement, votre professionnalisme et votre conviction constituent la véritable force motrice de notre organisation. **Ensemble, nous poursuivons la construction d'une finance capable de prendre soin de notre monde – aujourd'hui et pour les générations à venir.**

[...] la transparence est demeurée et demeure encore aujourd'hui un pilier fondamental de notre relation avec nos membres.

Des choix stratégiques pour les 10 prochaines années

Les derniers mois nous ont plongés dans un vrai désordre global! Depuis quelques années déjà, nous assistons au spectacle des forces conservatrices et dévastatrices qui s'agitent et font basculer l'ancien ordre social. Prendre la mesure des basculements récents s'impose pour quiconque veut poursuivre la mission de la Caisse d'économie solidaire Desjardins.

La Caisse des mouvements sociaux

Au cours des cinquante-cinq dernières années, la Caisse a patiemment accompagné les mouvements sociaux qui au fil du temps ont réussi à aménager un vivre-ensemble un peu plus prospère parce qu'un peu plus solidaire et un peu plus égalitaire. D'abord, à son origine, la Caisse est née du mouvement ouvrier. Elle a grandi avec lui, plus particulièrement en tant que partenaire du mouvement syndical. Elle s'est ensuite solidarisée avec le mouvement des femmes, puis avec le mouvement des droits sociaux et civiques et, plus récemment, avec le mouvement écologique. La Caisse s'est inscrite au cœur des projets d'économie sociale et solidaire que portaient les forces vives du Québec. C'était hier, mais j'affirme qu'il en sera de même demain! De nouvelles initiatives foisonnent. Elles répondent à une conjoncture récente, mais poursuivent les mêmes objectifs. Non, soyons sans crainte, la Caisse des mouvements sociaux ne trahira pas sa mission!



par Gérald Larose, administrateur (2002 à 2026) et président de la Caisse (2006 à 2019)

Nouveau contexte : cinq basculements

En quelques années, de nouveaux maîtres du monde se sont créés, aussi riches que puissants. De connivence avec les franges politiques rétrogrades, voire fascisantes des cinq continents, **les GAFAM s'accaparent les richesses et creusent les inégalités**. Ils accumulent les données sur nous, domestiquent des segments importants de la population et, au moyen de leurs algorithmes, ils encouragent les pratiques addictives, cultivent volontiers la mésinformation ainsi que la désinformation et font régner le mensonge.

Aussi, en quelques mois, on a vu des gouvernements couper court aux petites avancées en matière d'environnement, ravalant l'écologie à une « option » secondaire, alors qu'il s'agit d'une nécessité absolue. Ajoutons que depuis plusieurs décennies, l'État social peine à tenir ses promesses. **Nos services publics sont à bout de souffle**. Mille et une astuces ont été inventées pour en revenir aux lois du marché.

Et maintenant la guerre... qu'on ne croyait *plus jamais* possible. Avec elle s'effondrent le développement, la diplomatie et le droit au niveau international. Mais n'oublions surtout pas le ronron économique capitaliste, qui finit toujours par prendre la forme d'une facture allègrement refilée aux gens ordinaires...

On ne s'étonnera pas de constater ensuite à quel point la cohésion sociale est mise à mal avec la montée vertigineuse de la polarisation, des discours haineux, du machisme, du masculinisme toxique et de la droïtisation des propositions politiques. Chacune de ces cinq régressions que je viens d'esquisser trop rapidement constitue un véritable basculement. Comme un changement de paradigme. **Toutefois, la société civile ne baisse pas les bras.** Ici et ailleurs, on voit émerger nombre de nouvelles initiatives, expérimentations et innovations. Rappelons-nous que l'économie sociale et solidaire a souvent été encore plus effervescente dans les moments de creux du modèle dominant. C'est précisément et encore le cas aujourd'hui.

Le palier local à privilégier

Notons d'abord que l'offre politique la plus prometteuse actuellement provient en grande partie des leaders des paliers de proximité locaux et régionaux. Ils se sont renouvelés, rajeunis et affûtés en ce qui concerne les enjeux de l'heure.

Il est vrai qu'en premier lieu l'impact des basculements se fait sentir aux niveaux local et régional. Pensons à la cherté de la vie et à la pénurie de logements, avec leurs corollaires: la malnutrition et l'itinérance. Pensons aux changements climatiques, avec leurs îlots de chaleur et leurs débordements de rivières. Pensons à une prétendue bonne gestion des finances publiques qui néglige systématiquement l'entretien des infrastructures et du transport public. Pensons à l'hospitalocentrisme des réformes en santé et au sous-investissement dans les pratiques de prévention, dans les soins en santé mentale et dans le maintien à domicile, avec leurs corollaires: des déserts médicaux sur de plus en plus de territoires. Pensons au système d'éducation qui, souffrant déjà d'un sous-investissement dans ses services professionnels et adaptés, doit subir les assauts de la centralisation, de la bureaucratiation et de la privatisation, avec pour résultat le fait que non seulement l'analphabétisme fonctionnel ne recule pas, mais que les incivilités se multiplient et que la petite criminalité ainsi que les violences de toutes sortes progressent, saturant les dispositifs locaux de sécurité.

Ils sont plus nombreux les leaders locaux qui observent que sur leur territoire la cohésion sociale au quotidien subit davantage d'agressions. Ils sont tout aussi nombreux à souhaiter nouer des partenariats avec les forces vives de leurs milieux pour contrer les impacts de ces agressions et impulser de nouveaux plans de développement. C'est un axe stratégique d'action que la Caisse privilégiera pour la prochaine décennie.

En embuscade sur dix terrains d'ébullition

Les nouveaux temps annoncés feront de l'économie sociale et solidaire un terrain effervescent d'expansion et de création. Voici les dix terrains d'ébullition que la Caisse investira plus particulièrement.

→ Sortir toujours plus de logements du marché

Déjà le Québec se singularise par l'importance de son parc social d'habitation, qui revêt plusieurs formes: OBNL, coopératives, habitations municipales. Ce n'est pas suffisant. Il y a crise! Il faut mettre les bouchées doubles. Travailler en partenariat avec les villes et municipalités. C'est ainsi que l'économie sociale et solidaire contribue à l'abordabilité du logement. Y compris l'abordabilité des logements dans le marché.

→ Convertir, réaménager et isoler les bâtiments

En normalisant le télétravail, la pandémie a accéléré une transformation qui était déjà en cours dans l'organisation du travail. Au surplus, elle aura aussi libéré une partie des locaux que les salariés occupaient. L'économie sociale et solidaire frappera un double coup sûr dans ce domaine en réaménageant des bâtiments existants et en les isolant bien. Elle marquera ainsi un point de plus pour la revitalisation urbaine et un autre point de plus pour l'environnement.

→ Quitter le béton

Nos aménagements datant souvent d'un autre siècle, de plus en plus de parents, dans les écoles et de citoyennes et citoyens dans les quartiers, les villages et les villes militent pour quitter le béton et l'asphalte. Ils se mettent au vert en réorganisant leurs espaces côté cour ou jardin, leurs ruelles et leurs centres urbains afin de les transformer en îlots de fraîcheur et en parcs pour les jeux, la caouette, la méditation, le jogging et autres activités ludiques.

→ Basculer dans le transport collectif

De plus en plus de gens se souhaitent ironiquement un malheur collectif durable! Pas la guerre, mais une de ses conséquences: un coût sensiblement supérieur des produits pétroliers. Cependant, même sans cette «cata», le mouvement croissant de la valorisation des transports collectifs, de l'électrification des modes de transport et du bannissement des plastiques se poursuivra. De nouvelles initiatives se multiplieront. Pour notre mieux-être et celui de la planète.



→ Surveiller notre alimentation

Au Québec, la filière agroalimentaire se déploie déjà beaucoup en mode économie sociale et solidaire. De nouveaux enjeux se pointent. D'abord l'accès à la terre cultivable, sa protection et sa transmission. Ensuite, le maintien de la gestion de l'offre, qui harmonise la production et la consommation, évitant ainsi le gaspillage et assurant un revenu décent aux producteurs. Un enjeu qui est mis en péril par l'administration américaine en place. L'élan de l'agriculture urbaine et celui des circuits courts ancrés dans les territoires croîtra. Les efforts de récupération et de redistribution des surplus s'affineront. Il en sera de même pour l'offre des repas diététiques à prix abordables. Restent les cantines scolaires. Il est à prévoir que ce secteur d'activités s'ouvrira avant longtemps. Notre société riche ne saurait se permettre de ne pas bien nourrir tout son monde. Et d'abord les enfants.

→ Anticiper l'IA dans l'économie sociale et solidaire

Tôt ou tard, l'IA s'imposera dans toutes les sphères d'activités, y compris dans celles de l'économie sociale et solidaire. Pour ne pas être piégés dans les algorithmes formatés par les GAFAM, des acteurs du milieu mutualiseront leurs ressources pour établir leurs propres algorithmes, éthiques et responsables. La Caisse y participera.

→ Une nouvelle jeunesse des 3 RV

La crise climatique s'aggravant, il est certain que les forces déjà engagées du côté des 3R (réduction, réemploi, recyclage) et V (valorisation) vont redoubler d'énergie. Comptons sur les jeunes, qui sont massivement acquis à cet élan. Les initiatives déjà enclenchées vont être décuplées. Plusieurs milliers d'autres vont émerger de ce terrain foisonnant.

→ L'enfer c'est les autres?

Ça vient de haut! Ça vient de loin! Surtout, de partout. Les médias sociaux ont démocratisé la parole, mais aussi l'anonymat, pulvérisant les filtres, libérant les pulsions, en particulier les plus agressives. Ce faisant, les conditions propices à l'inclusion, au dialogue raisonnable ainsi qu'au respect de l'autre et de la différence s'érodent. Par ailleurs, on voit et on continuera de voir se multiplier les activités d'apprentissage, d'entraide et de partage culinaire, culturel ou touristique. Ce sont là des investissements précieux pour le vivre-ensemble.

→ Comptons sur nos propres moyens

Au Québec, l'écosystème de l'économie sociale et solidaire peut s'enorgueillir de s'être construit un dispositif financier de première importance, et ce, grâce à la concertation de l'ensemble des partenaires. Bien sûr, l'échafaudage s'est fait en partenariat avec l'État. Toutefois, il est raisonnablement permis d'anticiper des variations dans la volonté politique de l'État sur ce plan. D'où l'importance de toujours privilégier la concertation des acteurs, de consolider les avoirs et de développer des nouveaux outils. Je pense, par exemple, aux obligations communautaires, qui feront certainement l'objet d'un engouement. Ils témoignent d'une autre façon de «compter sur nos propres moyens».





Un chantier délicat...

De quoi seront faits les services publics à l'avenir ?

Collectivement, rapidement, en quelques années seulement, nous avons effectué au début des années soixante un rattrapage extraordinaire en faisant du Québec un État moderne et en le dotant de réseaux publics de santé, de services sociaux et d'éducation performants. Puis se sont succédées des réformes technocratiques, corporatistes, centralisatrices et bureaucratiques qui ont progressivement opéré une déconnection entre celles et ceux qui livrent les services et celles et ceux qui les reçoivent, notamment les communautés territoriales. D'où les déserts médicaux, l'école à trois vitesses, des services publics inaccessibles, lents ou inadéquats et des privatisations considérées comme des alternatives acceptables. Les services publics ont été systématiquement éviscérés de leur démocratie. Le sujet est délicat, mais il s'impose. Comment reconfigurer les services publics en les rapprochant des populations, en réduisant le parcours qui va de l'expression des besoins aux réponses qu'on leur donne et en responsabilisant chacun des acteurs dans le processus d'organisation, de livraison et de reddition de compte ? Le fonctionnement en mode économie sociale et solidaire met à contribution et responsabilise toutes les composantes des organisations. Il est démocratique. La décennie qui vient sera déterminante pour connaître le sort qui sera réservé aux services publics. Seront-ils davantage bureaucratisés ? Privatisés ? Ou « communautarisés » par leur redéploiement efficace en mode d'économie sociale et solidaire ?



La Caisse n'est pas seule

Restons à l'affût en ce qui a trait à ces dix terrains, mais ajoutons-en un onzième : l'international. La Caisse se félicitera toujours d'avoir fortement contribué à la reconnaissance actuelle de l'économie sociale et solidaire par les grandes organisations internationales et, récemment, par l'Assemblée générale des Nations Unies. Une validation exprimée par au moins quarante pays. La coopération internationale est riche en matière d'enseignement et d'échange de bonnes pratiques. Dans la recomposition actuelle de l'échiquier mondial, l'économie sociale et solidaire demeure résolument une proposition forte. Et l'écosystème québécois, un phare.

Équipée pour aller encore plus loin

Sur tous ces terrains, la Caisse sera alerte pour dépister les expériences porteuses et, de concert avec elles, pour inventer les voies financières d'avenir. La Caisse en est capable. Son histoire le prouve. Aujourd'hui, elle détient une expertise unique. Demain, elle saura relever les nouveaux défis.



Son héritage ? Plusieurs passages réussis

Du syndicalisme aux mouvements sociaux. Du dépannage au développement d'entreprises collectives. De l'innovation à l'institutionnalisation. Du local au régional, puis au national et à l'international. La Caisse est forte d'une expérience qui l'a toujours poussée à miser sur la créativité que ses membres déploient en participant à la construction d'un écosystème d'économie sociale et solidaire. Un écosystème qui fait maintenant l'envie du monde entier, et ce, parce qu'il met à contribution toutes ses composantes : opérateurs, financeurs, chercheurs, partenaires privés ou publics et pouvoirs locaux ou nationaux. Et dans le cas précis de la Caisse, son affiliation à la constellation Desjardins, le plus important mouvement financier coopératif non seulement au Québec mais aussi au Canada, l'a beaucoup servie pour crédibiliser et garantir les audaces dont elle a fait preuve en s'appropriant de nouvelles initiatives.

Le cœur de la Caisse ? Paradoxalement : l'argent ! À quoi ça sert ? À quoi ça doit servir ? Les échanges, c'est vieux comme le monde. L'argent est un instrument d'échange. Les uns s'en servent pour s'enrichir en exploitant leur entourage et leur communauté. D'autres le mettent au service des personnes, des communautés, de leurs valeurs, de leurs objectifs, de leurs rêves. La Caisse loge dans ce camp.

Ses forces ? Sa mission, son expertise et des personnes engagées

La Caisse est d'avis que le modèle économique dominant court à la catastrophe humaine, environnementale et planétaire. Elle a pour mandat de participer à l'inflexion de cette trajectoire fatale en développant une économie sociale et solidaire portée par des entreprises collectives qui propulsent dans l'activité économique des valeurs humaines et des objectifs de société. Elle est aussi portée par des milliers de membres qui en tant qu'individus adhèrent à la Caisse pour la manière éthique et responsable qui leur est proposée de gérer leurs propres avoirs personnels. Le mandat de la Caisse est précis. **En matière d'économie sociale et solidaire, Desjardins a fait de la Caisse d'économie solidaire son centre d'expertise et lui reconnaît tout le Québec comme territoire.**

La Caisse tire également sa force du réseautage qu'elle a patiemment construit avec l'ensemble des autres outils collectifs financiers. **Je pense ici aux fonds de travailleurs, aux fonds d'économie sociale et solidaire, aux fonds publics régionaux ou nationaux ou aux groupes conseils spécialisés.** Aux yeux de la Caisse, ces organisations ne sont pas des compétiteurs, mais des ressources complémentaires.

Mais l'essentiel de sa force réside dans son équipe de personnes dirigeantes et intervenantes sur le terrain. Une équipe curieuse, expérimentée, créative, agile, engagée, dédiée qui, au quotidien et sur tous les fronts, donne des mains aux rêves qui habitent ceux et celles qui militent pour un monde meilleur. La Caisse se permet de célébrer sa vie associative non seulement à travers son assemblée générale annuelle (AGA), mais aussi au moyen de ses Rendez-vous solidaires et de ses processus de budgets participatifs.

Exemplaire elle est, et exemplaire elle restera !

Cinq défis que la Caisse relèvera

Par les temps agités qui courent, les défis sont nombreux.

Le premier défi : être à l'affût des innovations sociales et collectives, qu'elles soient locales, nationales ou internationales. Porter attention à tout ce qui concerne des enjeux cruciaux tels que l'environnement, le réemploi, le recyclage, le réaménagement des territoires, l'habitation, l'agriculture, la culture, l'inclusion et le vivre-ensemble, les Premières Nations, l'information et les nouvelles technologies, le transport et la « communautarisation » des services publics, etc.

Le deuxième défi : en dépit des innombrables couches de normes imposées au secteur financier, la Caisse se devra d'élargir les espaces de créativité pour être en mesure d'adapter ses stratégies et de se concentrer sur le développement des outils toujours plus adéquats et performants dont elle a besoin pour réaliser sa mission.

Le troisième défi : être encore plus présente aux mouvements jeunesse qui, dit-on, ont la faiblesse de se renouveler constamment! Le mandat de littératie en économie sociale et solidaire convient très bien à la Caisse qui, à partir de son terrain, est en mesure d'illustrer de mille et une façons l'apport d'une telle économie dans la transformation sociale.

Le quatrième défi : le Sommet 2025 de l'économie sociale et solidaire a souligné le fait qu'il y avait alors trente ans que ce modèle économique avait été formellement reconnu par tous les acteurs du Québec qui s'étaient rassemblés en 1995, lors du Sommet économique et de l'emploi. Quant au Sommet de 2025, il a produit une très riche feuille de route multisectorielle, interrégionale et nationale. Je considère notre participation au déploiement et au suivi de cette exigeante vision 2050 comme un devoir.

Le cinquième défi : par sa parole, demeurer un des aiguillons crédibles qui mettent en question la légitimité de l'idéologie capitalo-économiste ; par ses engagements, remettre en question la pertinence du modèle productiviste-consumériste insoutenable ; par ses actions, faire la preuve qu'un modèle alternatif existe et qu'il est bien vivant. Plus humain, plus juste, plus durable, plus prospère parce que plus égalitaire et plus solidaire.

L'enjeu? Grimper à l'échelle.



La Caisse d'économie solidaire Desjardins, 55 ans au service du bien commun

Dans un contexte de vieillissement de la population, de concentration de la richesse et d'intense pression sur les ressources publiques, il est bon de se rappeler que la principale institution financière de l'économie sociale du Québec a toujours su préserver sa mission sociale et trouver la force de s'adapter.

Combative, elle y est arrivée parce qu'elle répond aux besoins réels de la population, des besoins qui malheureusement sont de plus en plus souvent laissés en marge.

Voici un bref résumé de son histoire

x

1971 –
1980**Caisse d'économie solidaire**

L'instrument de développement alternatif qu'est la Caisse voit le jour. La Caisse à 0% d'intérêt sur les 500 premiers dollars d'épargne permet de participer à des groupes d'achats ou de services collectifs, tel le premier Village Vacances Familles. Le 0% d'intérêt se veut une contestation des institutions financières traditionnelles.

Société / Québec

La Révolution tranquille se poursuit dans les luttes des travailleurs, la mobilisation citoyenne, l'émancipation des femmes et les revendications de la société civile.

Marcel Pépin, président de la CSN, invite les militants à dépasser les revendications en milieu de travail, le *premier front*, et à s'intéresser plus largement à la justice sociale pour ainsi ouvrir un *deuxième front*.

Les années soixante voient émerger les CLSC, dans la foulée des cliniques populaires, comptoirs alimentaires et cliniques juridiques. Les Associations coopératives d'économie familiale (ACEF) et la Caisse d'économie des travailleurs de Québec (CETREQ), devenue l'actuelle Caisse d'économie solidaire, sont alors fondées par André Laurin. Toutes deux partagent une même vision : *Cessons de financer notre exploitation!*



Conférence du comité éducation (1965). André Laurin est le deuxième à gauche. Marcel Pépin, président de la CSN, est le troisième dans l'ordre habituel.

© Archives de la CSN.

Source : *Histoire de la Caisse d'économie solidaire Desjardins*.

Il n'existe qu'une seule contestation qui soit vraie, c'est celle qui construit. Contester, c'est construire en parallèle de ce qui existe, quelque chose que l'on croit être mieux que le présent.

– André Laurin, cofondateur de la Caisse d'économie solidaire

Pour développer des entreprises de cette nature, il fallait une institution financière opérant en périphérie de l'action syndicale, dont le fonctionnement corresponde à ces valeurs et qui soit en mesure d'offrir un accompagnement et un financement appropriés.

– Léopold Beaulieu, cofondateur de la Caisse d'économie solidaire et premier gérant (1971-1976)

Société / Québec

Trois secousses sismiques : le référendum sur l'indépendance du Québec, la crise économique et le premier échec sur le front des négociations relatives aux conditions de travail du secteur public. Au Québec, les taux d'intérêt atteignent un sommet de 21% et le chômage, 11,3%. La crise mondiale de 1982 marque l'échec de l'économie de marché. Entretemps naissent les fonds de travailleurs – notamment le Fonds de solidarité FTQ, en 1983 – pendant que la Caisse planche sur l'idéation de ce qui deviendra Fondation-CSN en 1996.

x

1981 –
1990**Caisse d'économie solidaire**

Les années 1980 sont extrêmement foisonnantes pour la Solidaire naissante, qui aspire à devenir une caisse nationale grâce à la fusion de son institution de Québec avec celle de Montréal – un rêve qu'elle réalisera quelque 20 ans plus tard. Elle accueille parmi ses membres l'organisation destinée à devenir la Centrale des syndicats du Québec (CSQ); elle se joint au regroupement des caisses d'économie des enseignants de Charlevoix et de Lanaudière; elle crée le Fonds de soutien à l'action collective; elle offre le RÉER collectif aux organismes sans fonds de retraite; et elle accompagne les premières coopératives d'habitation.

Fondée en 1981, la coopérative d'habitation du Chemin est l'une des premières coopératives d'habitation que la Caisse a réussi à financer.

62% des coopératives en habitation au Québec et 24% des associations en habitation sont membres de la Caisse d'économie solidaire en 2025.

Crédit : Xavier Dachez. Source : *Histoire de la Caisse d'économie solidaire Desjardins*.

Nous croyons que la coopérative d'habitation constitue l'un des moyens les plus intéressants pour offrir aux classes populaires, des logements de qualité à prix accessibles et auto-contrôlés. En même temps, en plus de constituer un lieu d'apprentissage de la démocratie, elles permettent de retirer des logements du marché spéculatif, ce qui à plus longue échéance, devrait avoir une incidence sur l'ensemble du marché locatif.

– Extrait du *Rapport annuel 1984*, page 6, portant sur les premiers financements de coopératives d'habitation dans les régions de Québec, du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie

Société / Québec

La mobilisation citoyenne de la Marche des femmes contre la pauvreté, dite marche *Du pain et des roses* (1995), mène à l'obtention de l'une des plus importantes hausses du salaire minimum accordées en une seule fois.

Lors du Sommet de l'économie et de l'emploi de 1996, les femmes revendiquent une clause d'appauvrissement zéro pour les 20% les plus pauvres de la population. Elles demandent au gouvernement Bouchard, qui démontre une volonté d'équilibre budgétaire, de ne pas réduire les prestations et les services destinés aux plus démunies. Le gouvernement n'accepte toutefois d'appliquer cette mesure qu'à une infime minorité de la population, soit les personnes assistées sociales qui sont considérées comme inaptes au travail. Devant ce refus partiel, les groupes de femmes et les organisations communautaires quittent le Sommet avant la fin des travaux.

De plus, en 1996, le Sommet marque l'entrée de la société civile – organismes communautaires, réseaux coopératifs, mouvements sociaux et acteurs du développement local – dans un espace traditionnellement occupé par l'État, le patronat et les syndicats. Il mène à la reconnaissance de l'économie sociale et à la création de plusieurs instances de concertation.

Aujourd'hui, seul subsiste le Chantier de l'économie sociale, les autres structures de concertation ayant été transformées ou abolies.

Le Sommet de 1996 a aussi contribué à l'élaboration de la politique familiale du Québec et a coïncidé avec la création des Centres de la petite enfance (CPE).

1991 – 2000

x

x

2001 – 2010

Société / Québec

Le premier Sommet de l'économie sociale et solidaire se tient à Montréal en 2006 et est organisé par le Chantier de l'économie sociale. Ce sont les porte-parole Clément Guimond et Laure Waridel qui présentent alors la vision d'ensemble de la Caisse et animent cette grande rencontre à laquelle participent plus de 600 personnes.

En 2008-2009, une crise financière mondiale éclate suite à l'effondrement du marché immobilier et au recours excessif à des outils financiers hasardeux, tels des prêts hypothécaires à haut risque (les *subprimes*).

Alors que la mondialisation économique se durcit, on instaure et multiplie les forums et les rencontres internationales de l'économie sociale afin d'élaborer des alternatives solidaires et humaines. Pensons aux rencontres de Lima en 1997, qui rassemblent plus de 30 pays, et à celles de Québec en 2001, qui créent le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS). Les rendez-vous suivants à Dakar en 2005 et au Luxembourg en 2009 consolident cette dynamique en facilitant les échanges d'expériences ainsi que la coordination internationale nécessaires au développement de modèles économiques plus justes et plus humains.

Caisse d'économie solidaire

La Caisse d'économie solidaire Desjardins se distingue par la forte orientation vers le développement durable qu'elle se donne à travers l'investissement responsable, ce qui attire particulièrement les jeunes.

Au milieu des années 2000, les membres réunis en assemblée générale se réaffirment en faveur de la ristourne collective, les excédents étant devenus suffisants pour être redistribués vers les projets collectifs des coops et OBNL membres.

En 2002, la Caisse fusionne avec la Caisse d'économie de Lanaudière.

En 2008, sur la scène internationale, la Caisse coorganise à Québec le premier Sommet mondial de la finance sociale et solidaire (en lien avec INAISE), un événement qui réunit des institutions de plus de 42 pays. La Caisse fait aussi des propositions concrètes aux Rencontres du Mont-Blanc. Créées en 2004 et aujourd'hui appelées *Forum ESS*, ces rencontres constituent pour les dirigeants et les acteurs de l'économie sociale une occasion de se rassembler afin d'échanger sur leurs choix stratégiques pour faire face à la mondialisation.

La propriété collective nous a permis justement de durer et d'être en mesure d'envisager la transmission intergénérationnelle des pratiques et des savoirs. Les excédents nous servent à accompagner les projets utiles qui nous sont proposés pour les rendre durables.

– **Gérald Larose, président de la Caisse (2006-2019), et Paul Ouellet, directeur général de la Caisse (2007-2013).** Tiré du premier *Rapport de développement durable et solidaire et Rapport annuel 2007*.

L'engagement de cette institution (la Caisse d'économie solidaire) est tel que de 2009 à 2014, j'ai accepté d'être la porte-parole de son placement à rendement social que l'on appelle aussi le RÉER sans pétrolière. Tout en gardant l'esprit critique, il m'apparaissait important de contribuer à faire connaître des initiatives porteuses de vrais changements.

– **Laure Waridel, *La Transition, c'est maintenant. Choisir aujourd'hui ce que sera demain* (p. 108)**

Caisse d'économie solidaire

La décennie 1991-2001 est non seulement une période de croissance pour la Caisse, mais c'est aussi une période où elle affirme sa mission de manière explicite : accompagner les entreprises collectives de l'économie sociale, une désignation encore peu répandue à l'époque, et ce, tout en conseillant les membres particuliers dans la gestion responsable de leurs finances personnelles.

En 1999, la Caisse connaît une fusion avec la Caisse d'économie des syndicats nationaux (Montréal).

Marche des femmes 1995
« Du pain et des roses »

Crédit : Marc Boudreau.
Source : *Histoire de la Caisse d'économie solidaire Desjardins*.



On vit quand même dans une société où, à toutes sortes de niveaux, on a développé des projets extraordinaires. Une société où concrètement des gens se sont pris en main, se sont organisés, ont construit des projets, ont été soutenus par des organismes comme la Caisse et d'autres. C'est ce qui donne espoir pour le Québec. Ce sont ces milliers, voire des millions de gens impliqués, engagés, organisés qui revitalisent des villages ou des quartiers de nos grandes villes. Ça existe au Québec. Le Québec vit. Le Québec est vivant.

– **Françoise David, cofondatrice de Québec solidaire (2006) et députée (2012-2017); présidente de la Fédération des femmes du Québec (1994-2001) et instigatrice de la marche *Du pain et des roses* (1995).**

(Extrait du balado intitulé *La lutte contre les inégalités sociales*)

Entreprendre pour apporter des réponses innovantes aux besoins des personnes, des organisations accompagnées. Pour construire de nouveaux espaces de richesse et réduire les espaces de misère. Oser l'impossible pour construire des ponts entre vos valeurs et les exigences du métier.

– **Clément Guimond, coordonnateur général (1986-2007)**

2011 –
2020

Société / Québec

Entre 2011 et 2020, le Québec renforce son cadre légal et social avec l'adoption de la *Loi sur l'économie sociale et solidaire* par l'Assemblée nationale en 2013. Cette période est aussi marquée par des mobilisations citoyennes pour l'égalité et l'environnement ainsi que des réflexions sur les modèles économiques durables et la justice sociale. Notons, entre autres choses, la grève étudiante de 2012, dite des *Carrés rouges*, qui s'oppose à la hausse des frais de scolarité universitaires et poursuit l'objectif d'un accès élargi à l'éducation.

En 2016, Montréal accueille le Global Social Economy Forum (GSEF). Cet événement est né d'une initiative municipale en Corée du Sud; il réunit des acteurs des gouvernements locaux et des réseaux internationaux, leur donnant l'occasion d'échanger sur leurs pratiques, de renforcer la coopération et de promouvoir des politiques publiques favorables à l'économie sociale.

Les dynamiques sont bouleversées par le premier mandat présidentiel de Donald Trump et la pandémie mondiale de COVID-19.

Caisse d'économie solidaire

La Caisse d'économie solidaire Desjardins se distingue par la création d'outils innovants en matière d'investissement responsable, notamment en 2015, lorsqu'elle propose au grand public le *Responsable*, un jeu qui en mode ludique vise à sensibiliser les participants à l'investissement responsable, et ce, en les amenant à prendre en compte, dans leurs choix, autant le rendement financier que l'impact social et environnemental.

En 2018, la Caisse donne vie à la *Garantie solidaire*, de concert avec des fondations privées. Elle adopte une politique-cadre de développement durable tout en relançant la bourse Laure-Waridel avec Équiterre afin de soutenir des projets qui visent le développement durable et promettent un fort impact communautaire. La même année, elle fusionne avec la Caisse Desjardins du Chaînon. En 2019, en partenariat avec le FRAPRU, elle instaure le *prix François-Saillant pour valoriser les initiatives collectives en faveur du droit au logement au Québec*.

Le logement social reste le principal secteur de financement de la Caisse solidaire. Soulignons que son expertise en financement de coopératives et d'OBNL, tous secteurs confondus, est officiellement reconnue par Desjardins.

La Caisse nous donne les moyens de nos ambitions et contribue à la réalisation de nos rêves, soit créer un monde plus écologique et plus équitable. Merci de nous faire confiance!

– Christian Yaccarini, président et chef de la direction, Société de développement Angus

L'îlot Angus, situé au cœur de l'écoquartier du Technopôle Angus à Montréal.

Crédit : Société de développement Angus

2021 –
2026

Société / Québec

La relance post-pandémique se heurte à la spéculation dans le domaine du logement, aux politiques publiques sur l'immigration, au manque de main-d'œuvre, à la désorganisation du système de santé, aux choix économiques de gouvernements en mode d'endettement public et à la montée du totalitarisme, particulièrement aux États-Unis.

Caisse d'économie solidaire

La Caisse d'économie solidaire Desjardins, fruit d'un héritage pluriel, poursuit des projets diversifiés qui contribuent à faire grandir et revitaliser l'économie sociale. Elle est devenue le centre d'expertise financier en économie sociale au Québec. Rigoureuse et en croissance.

L'habitation communautaire demeure le principal secteur que la Caisse soutient. Au 31 décembre 2025, elle se classe au 45^e rang sur 199 caisses en ce qui a trait à son volume d'affaires. De plus, sa ristourne collective représente un levier majeur, qui atteint les 3,6 M\$, une capacité de financement qui se compare aux fondations de taille intermédiaire. Entre 2021 et la fin de 2026, la ristourne collective aura soutenu diverses initiatives, notamment :

- un Fonds de relance pour les entreprises d'économie sociale (1 M\$);
- un soutien au secteur culturel, afin de créer de l'émulation (1,3 M\$ de 2022 à 2025);
- un Fonds de transition socioéconomique et écologique (250 000 \$);
- un budget participatif (500 000 \$);
- des appels à projets favorisant l'augmentation des capacités en habitation communautaire (460 000 \$ en 2025).

Dans les années soixante-dix, au siècle dernier, la CSN avait un slogan qui s'impose encore avec autant de pertinence: «Cessons de financer notre exploitation!» Il s'agit là du premier mot d'ordre qui ralliait la toute jeune Caisse d'économie solidaire. Et nous ne le lâchons pas. Mieux vaut mettre nos valeurs et notre argent à la même place, plutôt que de faire en sorte que l'argent serve éventuellement à des gens qui mettent la planète à feu et à sang. Encore faut-il bien comprendre ce que les institutions financières font de notre épargne. Oui, la Caisse d'économie solidaire est un outil d'espoir en plus d'être un intermédiaire financier solide depuis 55 ans.

– Marc Picard, directeur général, Caisse d'économie solidaire

Le Diamant, lieu de diffusion culturelle en plein cœur du centre-ville historique de Québec.

Crédit : Elias Djemil-Matassov

La Caisse d'économie solidaire pourrait devenir une école vivante de démocratie économique, rappelant que l'on peut voter non seulement aux urnes, mais aussi avec ses choix financiers. Elle pourrait devenir un phare discret dans un monde méfiant envers les institutions.

– Martin-Pierre Nombré, directeur du développement stratégique, Caisse d'économie solidaire

15 membres
+ **2** membres de la relève
non rémunérés représentant
8 groupes.

Ils ont renoncé à une rémunération globale de plus de **119 000 \$**.

Le comité exécutif

Elizabeth Duboc, présidente – Membres adhérents à la mission de la Caisse

Pierre Patry, 1^{er} vice-président – Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Gérald Larose, 2^e vice-président – Entreprises culturelles et leurs organismes associés

Josée Montpetit 3^e vice-présidente – Entreprises culturelles et leurs organismes associés

Mathieu Pellerin, secrétaire – Membres adhérents à la mission de la Caisse

Les administratrices et les administrateurs

Léopold Beaulieu – Institutions financières de l'économie sociale et solidaire

Laurier Caron – Autres regroupements syndicaux

Mathieu Couture – Membres adhérents à la mission de la Caisse

Benoit Lacoursière – Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Marie-Josée Renaud – Associations à but non lucratif et leurs organismes associés

Denis Roy – Autres regroupements syndicaux

Vincent Roy-Léonard – Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)

Sokchiveneath Taing Chhoan – Coopératives et leurs organismes associés

Sandra Turgeon – Coopératives et leurs organismes associés

Poste vacant – Associations à but non lucratif et leurs organismes associés

Ariane Dorion – Relève au conseil d'administration

François Yaccarini – Relève au conseil d'administration

La gouvernance

Le Conseil d'administration
(au 31 décembre 2025)

Le comité de coopération

Laurier Caron, président

Sandra Turgeon, secrétaire

Marie-Josée Renaud, administratrice

Sokchiveneath Taing Chhoan, administrateur

Le comité de gouvernance et d'éthique

Marie-Josée Renaud, présidente

Gérald Larose, secrétaire

Mathieu Couture, administrateur

Benoit Lacoursière, administrateur

Pierre Patry, administrateur

Le comité d'audit et de déontologie

Denis Roy, président

Sokchiveneath Taing Chhoan, secrétaire

Josée Montpetit, administratrice

Observateur: François Yaccarini, relève

Le comité action environnementale

Léopold Beaulieu, administrateur

Mathieu Couture, administrateur

Elizabeth Duboc, administratrice

Mathieu Pellerin, administrateur

Observatrice: Ariane Dorion, relève

La direction générale

Marc Picard, directeur général

Emmanuelle Dulondel, directrice, services aux entreprises et aux particuliers

Nathalie Bergeron, directrice, soutien à la direction générale

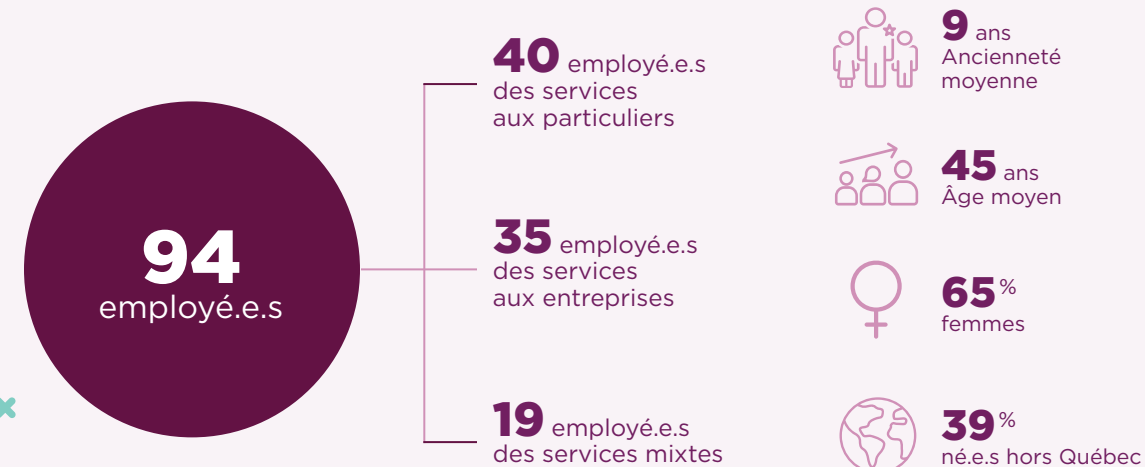
Martin-Pierre Nombé, directeur, développement stratégique

Dominique Bertrand, directrice, ressources humaines

Le portrait des artisan.e.s

(au 31 décembre 2025)

La Caisse d'économie solidaire peut compter sur des équipes professionnelles, intègres et mobilisées. En 2025, elles ont poursuivi leur accompagnement auprès de nos membres particuliers et entreprises, et ce, dans un contexte en constante évolution. La collaboration, l'écoute et l'innovation ont continué de guider leurs actions au quotidien, contribuant à la qualité des services qu'elles offrent sans relâche aux membres.



Cadres: **12** • Employé.e.s syndiqué.e.s: **82** • Points de services: **6** dans **6** villes différentes

Un geste collectif pour l'environnement

Au printemps 2025, les employé.e.s de la Caisse solidaire ont souligné l'arrivée de la saison estivale en faisant un geste concret pour l'environnement, et ce, dans un esprit à la fois convivial et festif.

En collaboration avec un de nos membres, **Mission 1000 tonnes**, nous avons organisé deux activités de ramassage de déchets à Québec et à Montréal.

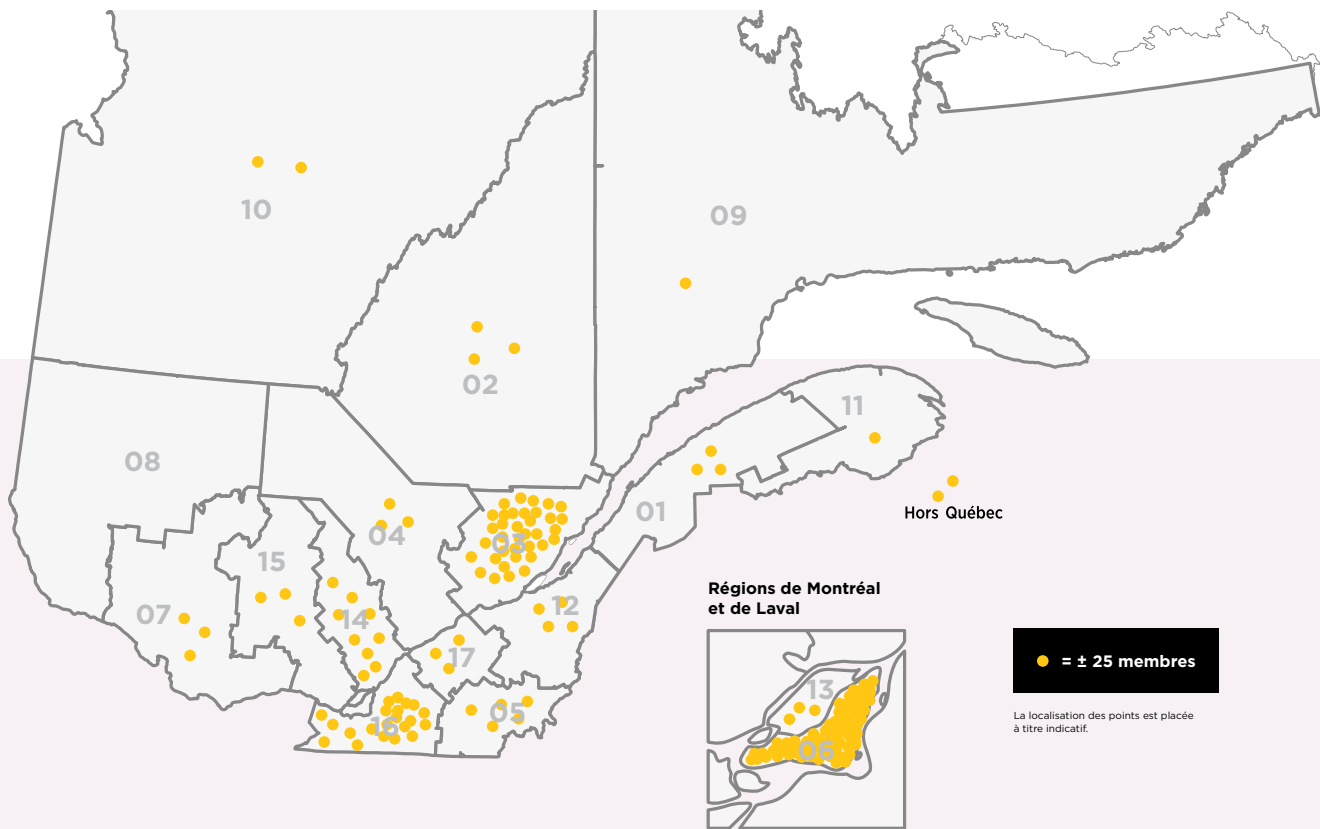
Grâce à notre mobilisation, un total de **1 257 lb de déchets** a ainsi été retiré de la nature. Cette contribution concrète à la préservation de l'environnement illustre l'engagement collectif de la Caisse en matière de transition écologique.



Notre présence partout au Québec

Les membres entreprises de la Caisse

Données selon les régions administratives (au 31 décembre 2025)



Régions administratives

- | | | | |
|----------------------------|--------------------------|----------------------------------|---------------------|
| 01 Bas-Saint-Laurent | 05 Estrie | 09 Côte-Nord | 13 Laval |
| 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean | 06 Montréal | 10 Nord-du-Québec | 14 Lanaudière |
| 03 Capitale-Nationale | 07 Outaouais | 11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 15 Laurentides |
| 04 Mauricie | 08 Abitibi-Témiscamingue | 12 Chaudière-Appalaches | 16 Montérégie |
| | | | 17 Centre-du-Québec |

Les faits saillants

(au 31 décembre 2025)

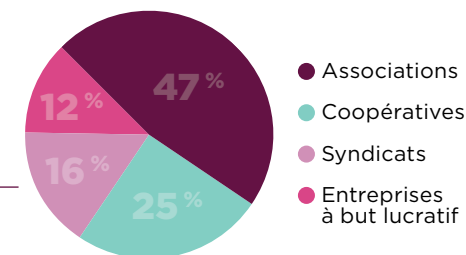
21 964 membres

17 297 membres citoyen.ne.s

dont **480** nouveaux membres en 2025 **42%** ont moins de 35 ans

4 667 membres entreprises

dont **329** nouvelles organisations en 2025



4,5 G\$ en volume d'affaires ↑ de 10% par rapport à 2024

2,4 G\$ en actif ↑ de 1,6% par rapport à 2024

2,2 G\$ en épargne (dépôts) ↑ de 4,5%

1,8 G\$ en prêts ↑ de 16,5% par rapport à 2024

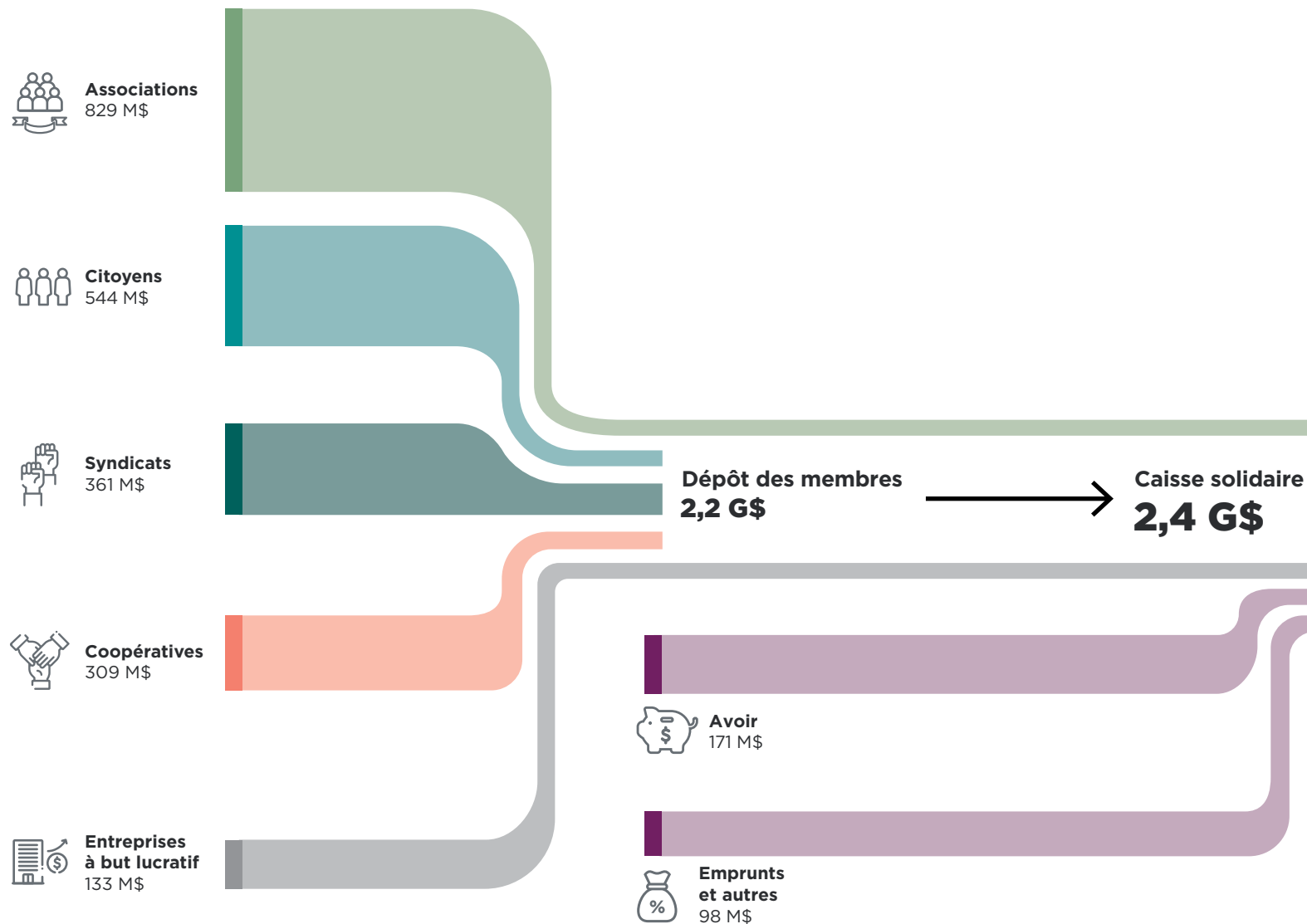
3,6 M\$ en ristourne collective, dons et commandites ↑ de 44% par rapport à 2024

Au 31 décembre 2025, la Caisse d'économie solidaire finançait **1 156 entreprises** dont **1 075 organisations collectives** du Québec (coopératives, associations et syndicats).

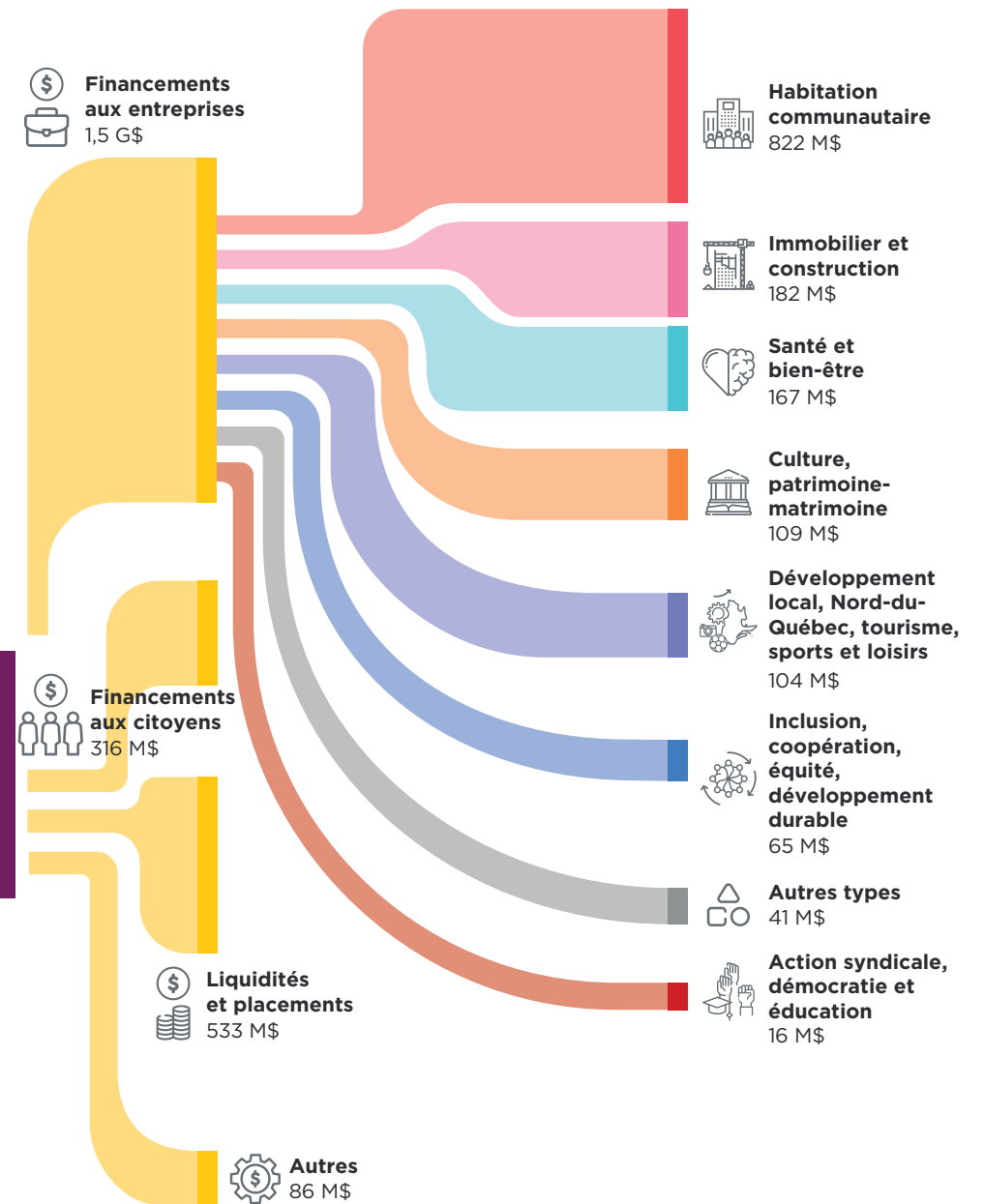
Le parcours de l'argent

(au 31 décembre 2025)

D'où vient l'argent ?



Où va l'argent ?



La Caisse des mouvements sociaux

La Caisse considère que les **mouvements sociaux** sont des forces collectives qui agissent pour transformer l'ordre existant et faire advenir un **monde plus juste, plus solidaire et plus viable**.

Ce monde meilleur prend forme grâce à des **citoyennes et à des citoyens** engagé.e.s dans les milieux **syndicaux, étudiants, féministes, coopératifs et écologistes**, ainsi qu'au sein d'organisations qui sont actives en matière d'**habitation sociale et communautaire, d'économie sociale, de culture, de justice et de démocratie**.

La Caisse des syndicats

Les syndicats figurent parmi les **grands épargnants** à la Caisse d'économie solidaire. Au 31 décembre 2025, on comptait 767 syndicats membres, soit 23 de plus que l'année précédente, ce qui représente une hausse nette de 3% et illustre la confiance continue de nos membres.

Déjà bien présente aux **congrès des conseils centraux CSN** (Estrie, Montérégie, Montréal, Lanaudière, Québec, Bas-Saint-Laurent) et aux **assemblées sectorielles des fédérations** (commerce, industrie manufacturière), la Caisse va plus loin: elle salue la participation des répondants à un sondage en versant des **dons aux forces vives du milieu**. C'est ainsi qu'en 2025, **4 960 \$ ont été remis en soutien direct à des organisations régionales**.



François Hénault, premier vice-président de la CSN, en compagnie de Jacqueline Lessard et d'Isabelle Boucher, de la Caisse d'économie solidaire, au congrès du Conseil central de l'Estrie.

Sommet de l'économie sociale

À l'occasion du **Sommet de l'économie sociale 2025**, la Caisse a une fois de plus témoigné de sa solidarité avec les mouvements sociaux en participant activement aux **réflexions** qui concernaient **les personnes âgées et l'habitation hors marché**. Elle a également apporté une **contribution financière significative** à l'événement lui-même et a collaboré à la **journée préparatoire au Sommet sur l'avenir de l'habitation sociale et communautaire** en effectuant un état des lieux sur le **financement** et les **perspectives de développement** dans ce domaine.

En appui à l'habitation sociale et communautaire

Un premier appel à projets en habitation

La Caisse a réaffirmé son engagement à œuvrer au **renforcement des capacités organisationnelles de l'écosystème de l'habitation hors marché (coopératives, OBNL et offices d'habitation)**.

À la suite d'un premier appel à projets, elle a octroyé une enveloppe de **665 000 \$ à huit organisations de six régions du Québec** qui sont toutes engagées dans un **changement d'échelle** en habitation:

- le **GRT Nouvel Habitat et le GRT Immeuble populaire de Québec** (Québec et Chaudière-Appalaches);
- la **Fédération des OSBL d'habitation du Bas Saint Laurent, de la Gaspésie et des Îles (FOHBGI)** (Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine);
- les **Habitations L'Équerre** (Estrie);
- l'**Alliance des corporations d'habitation abordable du territoire du Québec (ACHAT)**;

- l'**Office municipal d'habitation de Québec (OMHQ)** (Québec);
- la **Fédération des coopératives d'habitation de Québec, Chaudière-Appalaches (FÉCHAQC)** (Québec et Chaudière-Appalaches);
- **L'OUTIL** (Montérégie);
- la **Société de développement ANGUS** (Montréal et ailleurs au Québec).

S'ajoutent **huit autres organisations, également réparties dans cinq régions**, qui ont bénéficié d'un soutien par l'entremise du **Fonds d'aide au développement du milieu (FADM), qui est constitué de la ristourne collective de la Caisse d'économie solidaire**.

La ristourne collective soutient des projets structurants qui auront des impacts sociaux et environnementaux. Elle permet de contribuer, entre autres, à des projets d'éducation à la démocratie, de participation citoyenne, de mobilité et de soutien à la condition des femmes, des aînés et des jeunes.

En appui à l'habitation sociale et communautaire

De son côté, la **coopérative Illuvut** du Nunavik prévoit mettre sur pied d'ici 2030 **cinq mini-coopératives d'habitation** dans des communautés inuites durement touchées par la pénurie de logements et trop souvent contraintes de vivre dans des maisons surpeuplées.



Remise du Prix François-Saillant au Comité populaire Saint-Jean-Baptiste de Québec et à la Coopérative de solidarité Illuvut de Nunavik, lors de l'Assemblée générale annuelle des membres du 24 avril 2025.

Le Prix François-Saillant

Le prix François-Saillant, qui souligne une **initiative collective contribuant à l'avancement du droit au logement au Québec**, a été attribué exceptionnellement à deux organisations: le **Comité populaire Saint-Jean-Baptiste de Québec** et la **Coopérative de solidarité en habitation inuite Illuvut** du Nunavik. Chacune d'elles a reçu la **bourse de 10 000 \$** associée à ce prix que le **FRAPRU** et la **Caisse d'économie solidaire** décernent conjointement depuis six ans.

Le **Comité populaire Saint-Jean-Baptiste** se distingue par ses 40 ans de mobilisation visant à consacrer à des fins collectives le site de l'ancien **hôpital Saint-Vincent-de-Paul**. Ce projet pourrait se concrétiser par la **création d'une coopérative de 125 logements sociaux**, incluant un centre de la petite enfance et des espaces verts.

La bourse Laure-Waridel pour la relève environnementale

La 15^e bourse Laure-Waridel a été remise à **Évelyne Corriveau, doctorante en criminologie à l'Université Laval**.

Son projet intitulé **Créer du lien** prendra la forme d'une **exposition itinérante inspirée du vécu de citoyennes et de citoyens de Rouyn-Noranda** qui sont touchés.e.s par la pollution industrielle de la fonderie Horne. Cette initiative explore les dimensions sociales, psychologiques et collectives de la **violence environnementale industrielle** à partir de témoignages de personnes touchées, recueillis dans le cadre de recherches de 2^e cycle en criminologie.

Créée en 2008 en **partenariat avec Équiterre**, cette bourse de **15 000 \$** vise à encourager la diffusion de la recherche appliquée et transférable dans l'action sur le terrain.



Lauréate de la bourse Laure-Waridel 2025, Evelyne Corriveau, aux côtés de Laure Waridel, de Jacques Brullé, d'Équiterre, membre du comité de sélection, et de Martin-Pierre Nombre, de la Caisse solidaire.

La Caisse contribue à L'Alliance

Dans la foulée du Sommet de l'économie sociale, la Caisse a joint **L'Alliance pour la démocratisation de l'économie**, qui propose une vision commune de **transformation socio-économique faisant notamment appel au renforcement et à la mise à l'échelle de l'économie sociale**.

Propulsé par **Multitudes – L'Alliance rassemble la Caisse d'économie solidaire, le Chantier de l'économie sociale, le Front commun pour la transition énergétique, l'IRÉC** (l'Institut de recherche en économie contemporaine), le **TISS** (Territoires innovants en économie sociale et solidaire), **PME MTL Centre-Est et Virage collectif**. Cette diversité d'acteurs favorise le croisement des expertises et une approche collaborative en regard des propositions qui seront déployées dans l'espace public.

La Caisse de l'investissement responsable et de la finance solidaire

En unissant leur **épargne**, les **membres de la Caisse** forment un **pilier financier puissant pour le bien commun**.

Par l'entremise de la Caisse solidaire, cette épargne investie de manière responsable finance des **projets collectifs** qui **stimulent, renforcent et dynamisent nos communautés de partout au Québec**.

Les dépôts des membres à la Caisse

En millions de dollars (M\$) au 31 décembre 2025

Type de membres	Nombre en 2024	Nombre en 2025	%	Dépôts (en M\$) 2024	Dépôts (en M\$) 2025	%
Citoyen.ne.s	17 468	17 297	78,8	505,5	544,5	25,0
Entreprises	3 786	3 900	17,8	1 230,3	1 269,4	58,4
Syndicats	741	767	3,5	346,0	361,3	16,6
Total	21 995	21 964	100,0	2 081,8	2 175,1	100,0

La grande majorité des organisations syndicales privilégient l'investissement responsable, et ce, à tous les niveaux.

Nous accompagnons avec rigueur et bienveillance les citoyen.ne.s dans leur choix d'investissement responsable et au besoin dans l'élaboration d'une politique de placement responsable.

La Coop Mile End, qui regroupe 92 logements, a bénéficié de l'accompagnement d'un conseiller en gestion de patrimoine de la Caisse solidaire afin d'optimiser la gestion et la diversification de sa réserve. Bien que l'immeuble âgé de sept ans soit encore récent, **la Coop s'est fixé l'objectif d'atteindre un million de dollars dans sa réserve d'ici 2031 pour mieux faire face à l'entretien régulier et surtout à d'éventuelles réparations majeures.**



Crédit : gracieuseté Coop Mile End



Suivant les recommandations reçues, nos fonds sont répartis dans quatre placements permettant de concilier liquidités à court terme et rendement à moyen et long terme. Nous sommes très satisfaits du service-conseil, qui nous permet de maintenir une position financière solide en vue de futures négociations de financement pour d'éventuels travaux d'envergure au cours des prochaines années. De plus, notre conseil d'administration tient aux critères socialement responsables de nos placements.»

Dwight Smith, trésorier, Coop Mile End, membre entreprise

Le Placement à rendement social mis en action par nos membres

Le Placement à rendement social est une marque de commerce qui désigne des dépôts et placements garantis dont les fonds sous gestion de la Caisse servent à financer directement l'économie sociale (groupes communautaires, coopératives, OBNL, syndicats).

Cette **épargne que vous nous confiez** est utilisée pour soutenir des organisations que vous connaissez toutes et tous pour leur pertinence. Ces organisations génèrent des retombées **sociales, écologiques et économiques concrètes** sur le territoire. Notre classification des financements est établie à partir de la **mission première** des organisations.

Les montants – sous gestion de la Caisse – du Placement à rendement social et de la finance solidaire* des membres

En millions de dollars (M\$) au 31 décembre 2025

	Total Caisse 2025 (en M\$)	Total Caisse 2024 (en M\$)	Total Caisse 2023 (en M\$)	Total Caisse 2022 (en M\$)	Total Caisse 2021 (en M\$)
Placement à rendement social	1 204,4 M\$	1 023,3 M\$	975,4 M\$	865,8 M\$	794,4 M\$

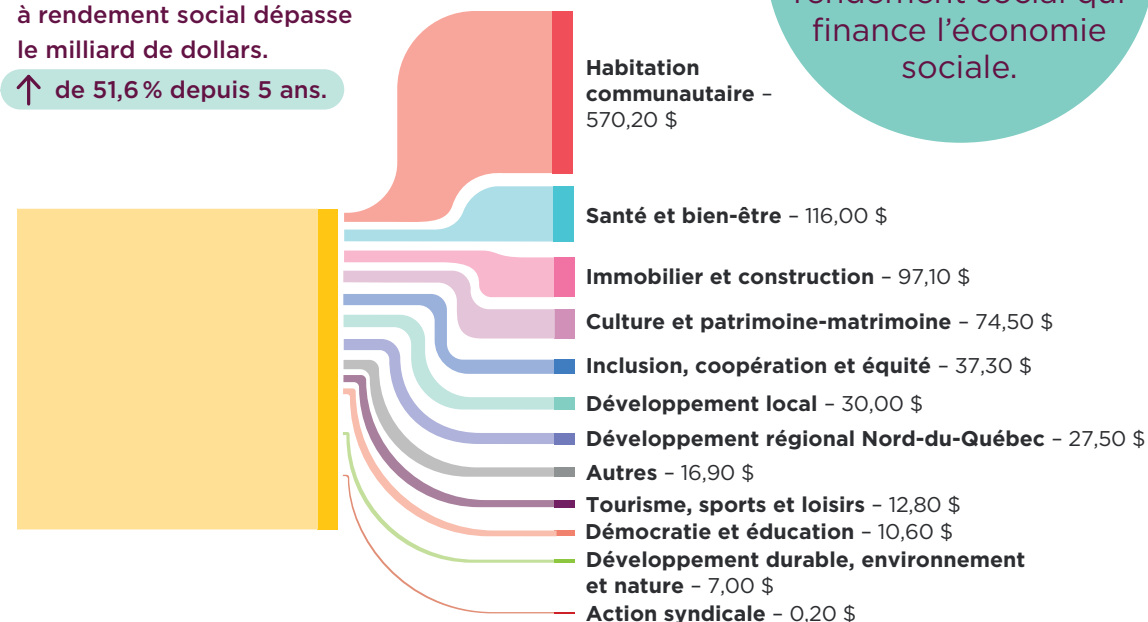
* La finance solidaire mobilise des capitaux afin de financer des projets qui servent le bien commun.

En 2025, grâce aux épargnant.e.s, la Caisse a constitué un réservoir d'épargne pour des porteurs de projets collectifs.

Chaque tranche de 1 000 \$ du **Placement à rendement social – disponible pour le financement des entreprises collectives** – est distribuée ainsi :

Le montant du Placement à rendement social dépasse le milliard de dollars.

↑ de 51,6 % depuis 5 ans.



Les épargnants citoyens, entreprises et syndicats choisissent le Placement à rendement social qui finance l'économie sociale.

Le jeu le Responsable : un outil d'éducation financière innovant

En 2025, la Caisse a poursuivi le développement et la mise à jour du jeu **le Responsable**, un outil novateur, conçu pour stimuler la réflexion et l'apprentissage par l'expérimentation. En misant sur une approche ludique et interactive, ce jeu permet aux participant.e.s de mieux comprendre les impacts sociaux et environnementaux de leurs choix en matière de finance.

La mise à jour réalisée en 2025 a permis d'actualiser les contenus et les scénarios afin de refléter l'évolution des enjeux contemporains et des réalités économiques. Le Responsable demeure ainsi un levier de mobilisation et de réflexion, en cohérence avec la mission de la Caisse et son engagement en faveur d'une finance responsable.



En mai dernier, les membres de la communauté des **5@7 de la finance durable** se sont prêtés au jeu à la Maison du développement durable.



La Caisse des entreprises collectives

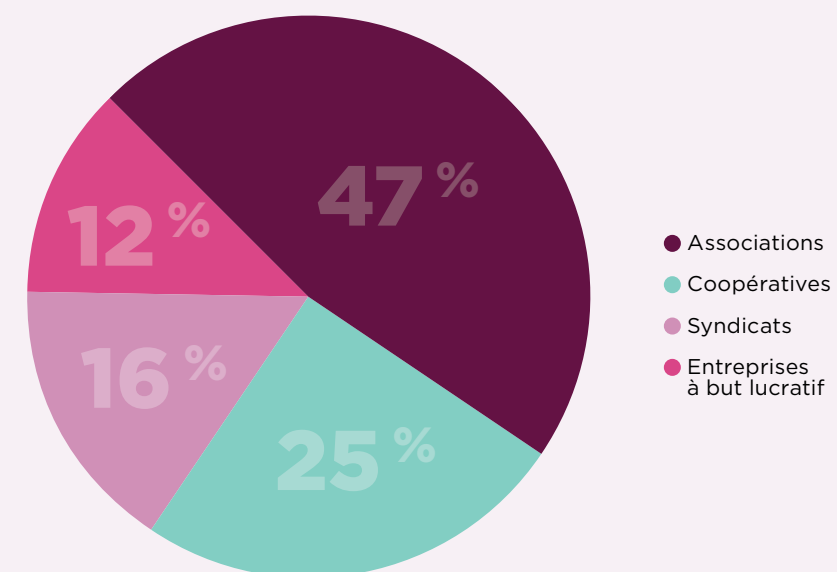
Nombre de membres entreprises

4 667
membres
entreprises

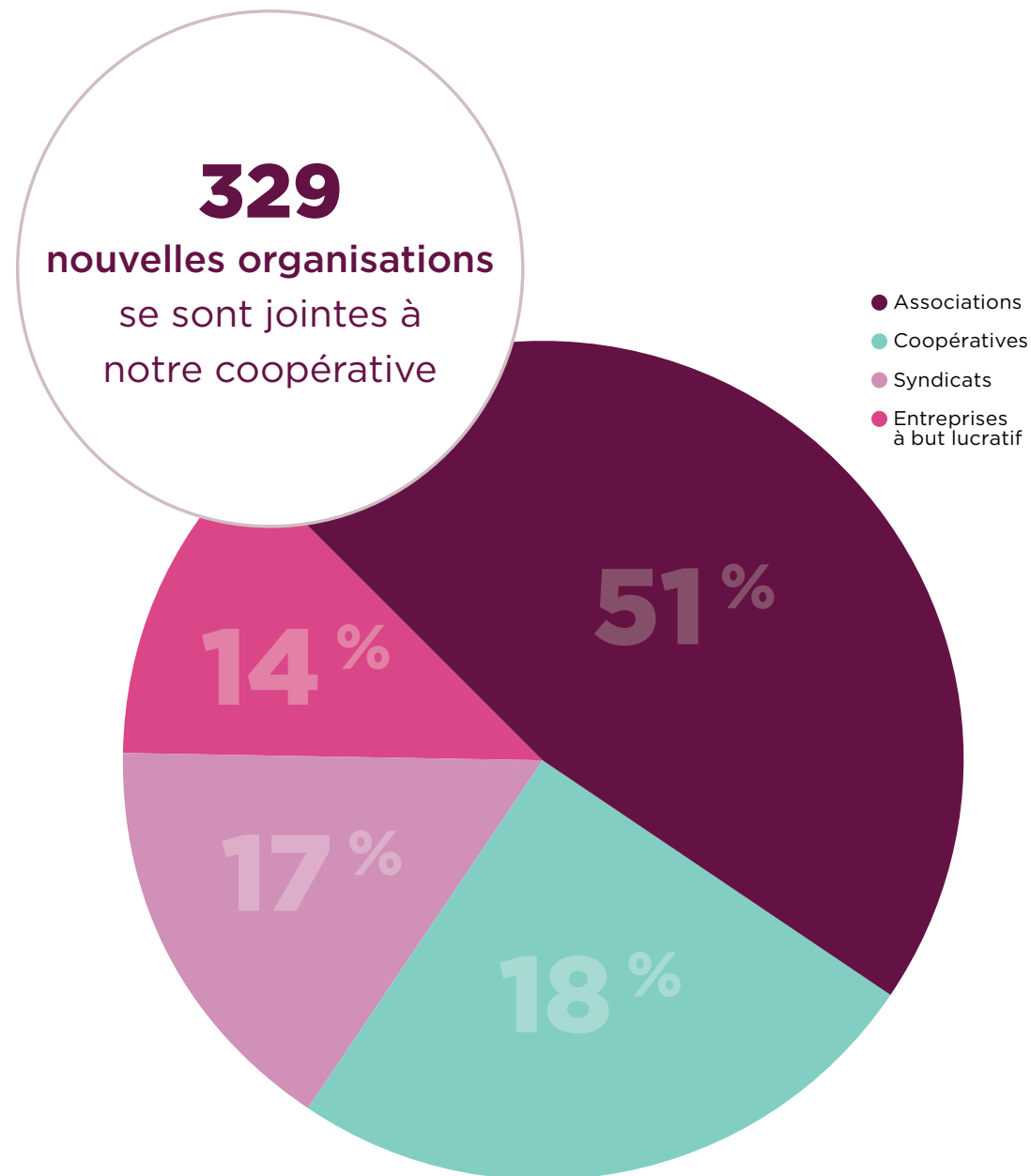
↑ de **3,1%**
par rapport
à 2024

Répartition des membres entreprises par type

(au 31 décembre 2025)



Répartition des nouvelles organisations devenues membres en 2025



Le financement des entreprises

(au 31 décembre 2025)

Au 31 décembre 2025, la Caisse d'économie solidaire a autorisé de nouveaux prêts à **166** entreprises et organisations différentes pour un total de

612,9 M\$

(↑ de 60,8% comparativement à 2024)

→ **98,7%** des financements de 2025 ont été autorisés à des entreprises d'économie sociale.

→ **63,2%** des prêts autorisés étaient destinés à des coopératives et des associations dans le domaine de l'habitation communautaire et de l'hébergement spécialisé.

Le financement de la vitalité de l'économie sociale au Québec

La vitalité de l'économie sociale au Québec, c'est **11 157 entreprises, 47 783 M\$ de revenus** (excluant les coopératives financières) et **219 982 emplois**, selon le [Plan d'action gouvernemental en économie sociale au Québec 2020-2025](#).

La Caisse d'économie solidaire joue un rôle clé dans cette vitalité. Spécialisée en économie sociale et en investissement responsable, elle constitue **LE centre d'expertise et de référence** en matière de financement des coopératives et des OBNL, partout au Québec. Au 31 décembre 2025, **elle estimait que 2 715 entreprises d'économie sociale** faisaient partie de ses membres.

Au 31 décembre 2025, la Caisse d'économie solidaire finance pour un montant de **1,5 G\$, 1 156 entreprises** dont **1 075 organisations collectives du Québec** (coopératives, associations et syndicats) réparties à l'échelle de la province.

Par son engagement financier soutenu et par la qualité de son accompagnement, la Caisse s'impose comme **la principale institution financière spécialisée en économie sociale au Québec**. Ses interventions se réalisent généralement en collaboration étroite avec les partenaires financiers de l'écosystème et les municipalités, contribuant ainsi à des projets structurants et durables.

L'habitation sociale et communautaire, le domaine d'activités le plus important

L'habitation hors marché est au cœur de l'action de la Caisse d'économie solidaire. En 2025, elle a financé la rénovation et la construction d'environ 1 718 logements hors marché, élargissant ainsi l'accès des locataires à des milieux de vie dignes.

Avec ses 905 membres – incluant les coopératives ainsi que les organismes sans but lucratif et leurs regroupements – ce secteur est en croissance par rapport à 2024. Non seulement la Caisse participe à la consolidation de ce secteur, mais elle soutient **tout un réseau d'hébergement spécialisé – 98 membres** – qui inclut des résidences pour aîné.e.s et des ressources pour les personnes en situation de vulnérabilité ou à risque d'itinérance. En agissant ainsi, la Caisse contribue directement à la santé et au bien-être des communautés.

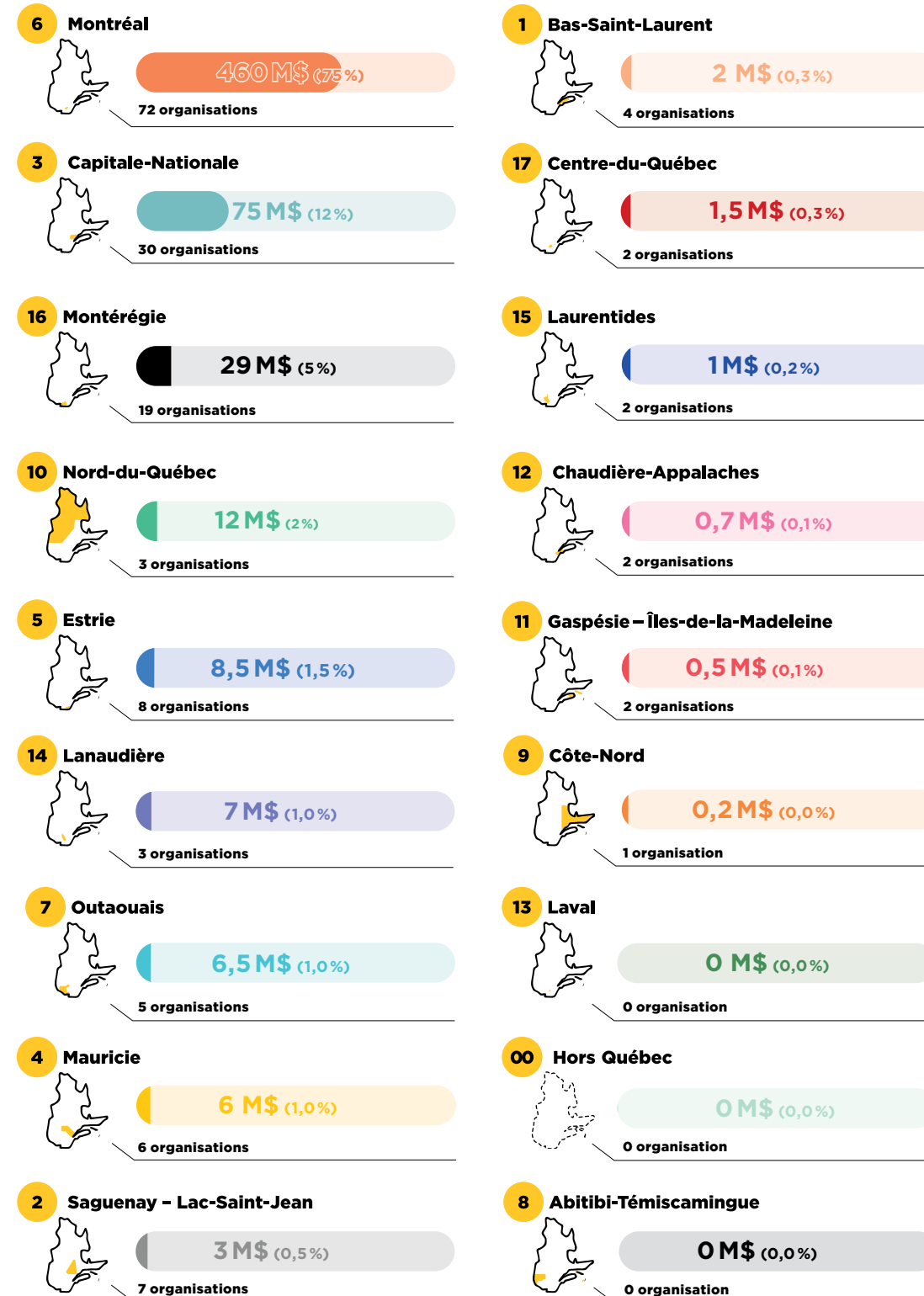
Avec ses 905 membres, le secteur de l'habitation sociale et communautaire est le plus important de la Caisse. Au 31 décembre 2025, il mobilisait plus de la moitié (54,5%) de l'ensemble de ses financements.

En 2025, nos financements autorisés en habitation ont augmenté de **108,7%** par rapport à 2024.

Nous estimons qu'en 2025, nous avons contribué au financement de **1 718** unités de logements abordables.

Consultez notre appui à diverses initiatives en habitation aux [pages 30, 44 et 53](#).

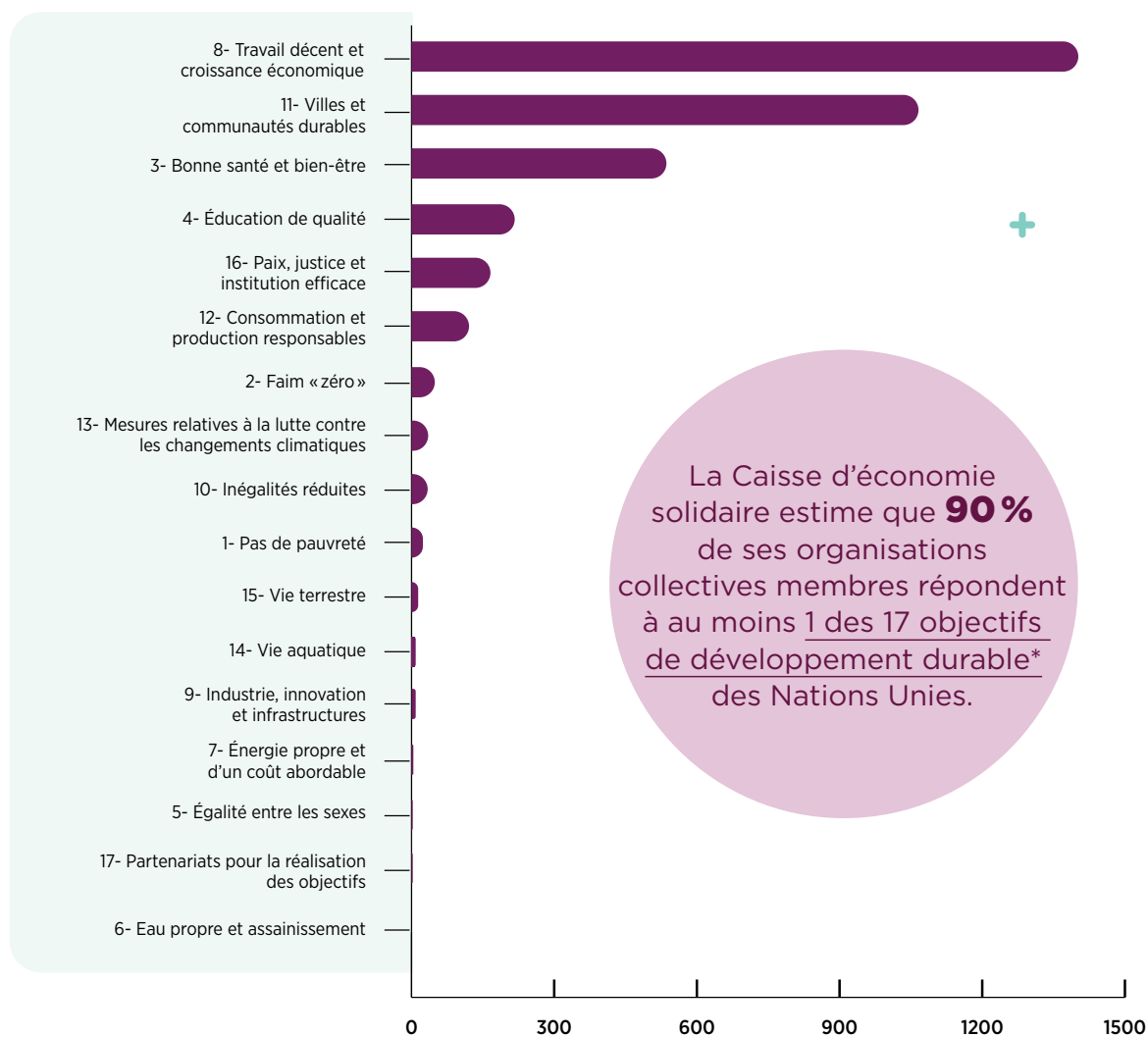
Répartition des prêts autorisés par région administrative et en nombre d'organisations en 2025



Contributions des organisations collectives membres de la Caisse aux objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU

(au 31 décembre 2025)

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



*Un ODD principal et jusqu'à deux ODD complémentaires estimés par membre.

En 2025, la Caisse a autorisé 218 prêts à des OBNL, coopératives et syndicats. De concert avec nos membres, nous nous inscrivons dans une trajectoire collective visant à **transformer la société au profit du bien commun**. Pour mieux montrer les répercussions des projets, nous les classons par domaine d'activités, selon la mission première des organisations concernées.

Les domaines d'activités et retombées

1



Habitation sociale et communautaire

Soutenir la construction et la rénovation de logements accessibles à toutes et à tous afin de favoriser la stabilité et l'inclusion sociale.

2



Santé et bien-être

(incluant l'hébergement spécialisé)
Appuyer l'amélioration de l'accès aux soins, le renforcement des pratiques de prévention et favoriser une meilleure qualité de vie.

3



Immobilier et construction

Financer des infrastructures durables et accessibles qui répondent aux besoins des collectivités.

4



Culture et patrimoine-matrimoine

Soutenir la vitalité artistique locale ainsi que la préservation et la mise en valeur de notre héritage culturel.

5



Action syndicale, démocratie et éducation

Épauler le renforcement des initiatives en matière d'éducation, de participation citoyenne et de défense des droits.

6



Inclusion, coopération, équité, développement durable

Contribuer à bâtir une société plus juste et plus inclusive tout en préservant l'environnement.

7



Développement local, Nord du Québec, tourisme, sports et loisirs

Favoriser le développement et l'autonomie des communautés du Nunavik ainsi que l'essor des collectivités viables.

Notre posture est celle d'un intermédiaire financier qui vient en appui aux porteurs de projets.

Quelques financements en 2025



Habitation sociale et communautaire

Office municipal d'habitation de Québec et la Société municipale d'habitation Champlain (OMHQ-SOMHAC)

Contribution aux ODD de l'ONU



Région



Type d'entreprise



Contribution de l'entreprise

Depuis plus de 20 ans, l'Office municipal d'habitation de Québec et la **Société municipale d'habitation Champlain (OMHQ-SOMHAC)** rénovent et construisent des logements destinés aux personnes seules et aux ménages à revenu modeste.

Instigateur de la création de **plus de 950 logements**, l'Office offre bien plus qu'un toit: il soutient le développement économique et social de la ville, tout en réduisant les effets de la pauvreté et en prévenant l'itinérance.

L'année 2025 a vu la mise en chantier de l'immeuble **Le Carillon, qui à terme comptera 30 unités de logements sociaux** et un **Centre de la petite enfance (CPE)** pouvant accueillir 84 enfants. Le Carillon est situé rue Saint-Vallier à Québec, dans l'arrondissement de La Cité-Limoilou. La Caisse a octroyé un prêt de 8,9 M\$ à ce projet.

Résultats escomptés

30 unités locatives seront livrées d'ici l'été 2027.

Société de développement Angus

Contribution aux ODD de l'ONU



Régions



Type d'entreprise



Contribution de l'entreprise

La Société de développement Angus (SDA) construit Les Habitations L'Émérillon, 3 édifices regroupant 109 logements locatifs abordables (selon les normes de la Société d'habitation du Québec - SHQ) et hors marché à Pointe-aux-Trembles, dans l'est de l'île de Montréal. Le projet s'inscrit dans le cadre de la revitalisation du quartier du Vieux-Pointe-aux-Trembles. L'Émérillon a accueilli ses 43 premiers locataires en novembre dernier.

En 2025, la Caisse a prêté plus de 21 M\$ pour la réalisation de ce projet.

Résultats escomptés

- **3 nouveaux bâtiments** de part et d'autre de la rue Notre-Dame
- **109 logements locatifs**
- **8 commerces indépendants** au rez-de-chaussée
- **1 salle de diffusion culturelle** dans l'église Saint-Enfant-Jésus



Crédit : gracieuSeté SDA

Santé et bien-être



Coopérative de solidarité en habitation Laure-Gaudreault

Contribution aux ODD de l'ONU



Région



Type d'entreprise



Contribution de l'entreprise

À Longueuil, la **Coopérative de solidarité en habitation Laure-Gaudreault** actuellement en construction offrira à terme 54 logements hors marché et sécurisés pour les personnes âgées.

La Caisse d'économie solidaire a prêté 15 M\$ en appui à la réalisation de ce projet qui est également soutenu par la Ville de Longueuil, l'Office municipal d'habitation de Longueuil (OMH), la Société d'habitation du Québec (SHQ) et la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Résultats escomptés

Jusqu'à 43 des 54 futurs ménages locataires pourront bénéficier du Programme de supplément au loyer Québec (PSLQ) de la SHQ, qui limite à 25% de leur revenu le montant qu'ils doivent payer.

Clientèle: personnes âgées autonomes

Maison Jean-Lapointe

Contribution aux ODD de l'ONU



Région



Type d'entreprise



Contribution de l'entreprise

La **Maison Jean-Lapointe** a fait le choix stratégique de quitter le Vieux-Montréal pour s'établir dans l'arrondissement d'Ahuentsic-Cartierville, sur l'ancien site de l'institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

L'organisme avait pour but de regrouper l'ensemble de ses services dans un environnement plus vaste, plus lumineux, plus fonctionnel et mieux adapté à ses besoins. Les résidents et le personnel pourront ainsi profiter de nouveaux espaces de thérapie, de vie commune et d'installations propices à leur bien-être. De plus, ils évolueront dans un secteur plus calme, plus verdoyant et plus facile d'accès en raison de sa proximité avec une station de métro et un important terminus d'autobus. Des travaux d'aménagement sont en cours.

Pour aider l'organisme à but non lucratif à concrétiser ce projet, la Caisse solidaire lui a prêté 11,1 M\$.

Résultats escomptés

- Répondre plus efficacement à la hausse des besoins liés à la dépendance, à l'itinérance et à la santé mentale
- Améliorer les conditions de traitement et de réhabilitation
- Optimiser le coût des opérations et des installations
- Améliorer les conditions de travail et de rétention du personnel
- Prévoir une possible expansion future
- Pérenniser et renforcer la mission sociale de l'organisme



Développement local, Nord-du-Québec

Fédération des coopératives du Nouveau-Québec

Contribution aux ODD de l'ONU



Région

10 Nord-du-Québec



Type d'entreprise



Crédit : gracieuseté FCNQ

Contribution de l'entreprise

La **Fédération des coopératives du Nouveau-Québec (FCNQ)** procède à l'agrandissement de son entrepôt réfrigéré situé à Baie-d'Urfé, dans l'ouest de Montréal, afin de soutenir la croissance de ses activités et de répondre aux défis logistiques propres au Nunavik. Il s'agit notamment d'augmenter la capacité de stockage de produits périssables.

Le projet prévoit l'ajout de 1 580 m² d'espaces de réfrigération et de congélation, de 6 500 m² d'entreposage conventionnel ainsi que de 1 670 m² de bureaux et d'aires communes. Cette expansion portera la superficie totale des installations à 19 515 m².

Le coût total du projet est estimé à 26,5 M\$. La Caisse y a contribué avec un prêt de 6 M\$.

Résultats escomptés

- Améliorer la sécurité alimentaire des **14 communautés** du Nunavik
- Réduire les pertes et les risques de rupture d'approvisionnement
- Soutenir la croissance des activités commerciales des coopératives membres
- Générer des gains d'efficacité opérationnelle et une meilleure résilience face aux contraintes relatives au climat et au transport
- Consolider le rôle clé que joue la FCNQ dans le développement socioéconomique du Nunavik



Développement local

Mission nouvelle génération

Contribution aux ODD de l'ONU



Région

16 Montérégie



Type d'entreprise



Contribution de l'entreprise

La **Mission Nouvelle Génération (MNG)** a pour mandat de combattre la pauvreté sous toutes ses formes. Elle offre de nombreux services, dont une banque alimentaire qui dessert chaque semaine plus de 3 000 personnes dans la région de Montréal. Un équipement de déshydratation lui permet de maximiser ses dons alimentaires.

La Mission vient d'acheter un nouvel édifice à Candiac, où elle mettra au point des initiatives en matière de transformation alimentaire qui serviront à nourrir des enfants en milieu scolaire ainsi que des personnes dans le besoin. L'ajout d'un équipement de déshydratation pourrait doubler sa capacité de production. Les nouvelles installations comprendront également une chambre froide et des espaces

d'entreposage supplémentaires qui amélioreront sa capacité à répondre aux besoins de la population. Cinq nouveaux emplois seront créés.

Le montant total du projet s'élève à 8,6 M\$. La Caisse y participe au moyen d'un prêt de 2,7 M\$.

Résultats escomptés

- Préparation de **1 000 repas** par jour en vue de répondre aux besoins alimentaires des enfants et de diverses personnes dans le besoin
- Réduction des pertes et du gaspillage alimentaire par l'utilisation accrue de procédés de déshydratation
- Réponse à une demande croissante
- Accès élargi à des biens essentiels à faible coût
- Renforcement de l'impact social et communautaire

Développement local



Café Cambio

Contribution aux ODD de l'ONU



Région

2 Saguenay - Lac-Saint-Jean



Type d'entreprise



Crédit : gracieuseté Café Cambio

Contribution de l'entreprise

Le **Café Cambio** dans la ville de Saguenay, secteur Chicoutimi, a célébré ses 20 ans en 2025. Ce café-restaurant santé, micro-brûlerie, lieu de spectacles et de diffusion culturelle, est une référence en matière de commerce équitable, de consommation responsable et d'ouverture à la diversité.

En 2019, le Café Cambio a amorcé un virage majeur en acquérant un immeuble. Il dispose dorénavant d'un plus grand nombre de places assises, d'une cuisine complète, d'un plus grand local dédié à la torréfaction, d'une boutique spécialisée et de bureaux locatifs. Par ailleurs, il a troqué son statut de coopérative de travailleurs contre celui de coopérative de solidarité,

offrant à ses membres le privilège de s'engager dans sa vie quotidienne. En 2025, la Caisse a soutenu le Café à hauteur de 231 000 \$.

Résultats escomptés

- Démontrer que l'entreprise peut être rentable tout en restant durable et engagée
- Encourager l'achat local dans toute la région
- Favoriser la vie communautaire avec ses **40 partenaires locaux** et son lieu socioculturel engagé

La coop de solidarité du Café Cambio compte 25 employés dont 13 membres. Elle se veut un lieu où les jeunes peuvent apprendre à gérer une entreprise d'économie sociale tout en intégrant l'humain et ses mouvements de vie au cœur de sa mission.



Culture et patrimoine-matrimoine

Site historique maritime de la Pointe-au-Père (SHMPP)

Contribution aux ODD de l'ONU



Région

1 Bas-Saint-Laurent



Type d'entreprise



Crédit : gracieuseté SHMPP

Contribution de l'entreprise

Le **Site historique maritime de la Pointe-au-Père (SHMPP)** fait découvrir l'histoire méconnue du paquebot transatlantique naufragé *Empress of Ireland*, du phare de Pointe-au-Père et du sous-marin Onondaga. Cet attrait touristique majeur reçoit 80 000 visiteurs par année.

Le Site historique entend protéger le sous-marin des grandes marées. Pour ce faire, il porte un projet en deux phases. La première phase (2024-2025) consistait à effectuer des travaux pour soulever le sous-marin *Onondaga* afin de rendre son entretien plus accessible et d'améliorer l'expérience des touristes qui le visitent. Elle comprenait la mise à niveau du sous-marin, le remblai du fossé, l'enrochement de protection ainsi que l'implantation de nouvelles passerelles et rampes d'accès. Le sous-marin se trouvant actuellement à l'extérieur du bâtiment principal, en bordure du fleuve, son accessibilité est tributaire

des marées et des intempéries, d'où une ouverture au public restreinte aux mois de juin, juillet et août.

Le coût de la première phase est de 4,8 M\$. La Caisse y a contribué à hauteur de 715 000 \$. Le reste du financement a été partagé entre la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, le Développement économique Canada, la Ville de Rimouski, le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), l'Association touristique régionale du Bas-Saint-Laurent et la Société de promotion économique de Rimouski.

Résultats escomptés

- Facilitation de l'entretien et de la conservation du sous-marin
- Amélioration de l'accessibilité au site et de l'expérience des visiteurs
- Prolongation de la période d'ouverture au public
- Retombées économiques locales accrues
- Valorisation d'un patrimoine maritime unique



Le Festival du cinéma de la Ville de Québec

Contribution aux ODD de l'ONU



Région



Type d'entreprise



Contribution de l'entreprise

Le **Festival du cinéma de la Ville de Québec (FCVQ)**, une grande fête cinématographique fortement soutenue par la Vieille Capitale, se distingue par une nouvelle identité à la fois plus sociale et plus engagée politiquement. En 2025, il a porté pas moins de 140 films à l'écran.

Le Festival a également renforcé sa structure financière en consolidant ses engagements sur un horizon de trois ans. La Caisse d'économie solidaire y a contribué à hauteur de 150 000\$. Les résultats sont déjà au rendez-vous, puisque l'affluence au Festival a augmenté de 30% et qu'elle est notamment le fait d'une participation accrue des jeunes de 18 à 35 ans.

Résultats escomptés

- Plus grande stabilité en soutien au développement du Festival
- Programmation distinctive, qui privilégie l'égalité femmes-hommes, demeure attentive aux voix des Premières Nations et reste sensible aux enjeux écologiques
- Consolidation de l'équipe et des collaborateurs
- Meilleure pénétration chez les plus jeunes générations
- Poursuite des avancées en matière d'écoresponsabilité



Crédit : gracieuseté FCVQ

Depuis ses débuts, en 2018, la Garantie solidaire a permis à **23 projets** de voir le jour. Par l'entremise de ce programme, la Caisse a accordé **9 M\$** en financements sous forme de prêts à terme ou de prêts-ponts temporaires, contribuant ainsi à des coûts de réalisation totaux de **94,6 M\$** au bas mot.

La Garantie solidaire en 2025

Pourquoi la Garantie solidaire ?

Pour les organisations communautaires et les entreprises de l'économie sociale du Québec, l'accès au financement demeure encore trop souvent un défi. Bien que diverses options existent, elles sont parfois assorties de critères d'admissibilité qui ne correspondent pas toujours aux particularités ou à la singularité de certains projets.

Désireuse de combler ce vide et de **soutenir des initiatives qui ont un impact social, économique et environnemental positif**, la Caisse a lancé en 2018 son **programme exclusif, la Garantie solidaire**, qui est redevable à la collaboration de trois partenaires: la Fondation Lucie et André Chagnon, la Fondation de la famille J.W. McConnell et la Fondation Mirella et Lino Saputo.

La Garantie solidaire offre une **garantie additionnelle à des projets dont la viabilité est prévisible**, mais qui présentent un déficit de garantie, selon l'analyse des institutions financières. **Pour être admissible, le projet doit avoir une portée alignée avec la mission que privilégie chacune des fondations partenaires.**

Depuis sa fondation, la Garantie solidaire a permis de soutenir de nombreux projets comme les suivants:

- **Habitat pour l'Humanité**, qui a permis à **six familles d'accéder à la propriété**, ce qui ne leur aurait pas été possible si elles avaient fait le cheminement habituel auprès d'une institution financière traditionnelle. Les six familles bénéficiaires sont **issues de l'immigration**.
- **Village Urbain**, qui a mis sur pied le **premier projet Cohabitat dans la région montréalaise**.



Crédit: Modélisation du Cohabitat, livraison prévue automne 2026 - gracieuseté Village Urbain

- **Foyer des femmes autochtones**, qui a créé un **hébergement de deuxième étape** (à moyen terme) afin de **garantir la sécurité des femmes et de leurs enfants** qui ont besoin d'échapper à la dangerosité d'un ex-partenaire intime.

Des projets pour le bien commun

Pour avoir accès à la Garantie solidaire, les organisations membres peuvent s'adresser à la directrice ou au directeur de comptes qui guide leur recherche de financement au sein de la Caisse d'économie solidaire.

Depuis plus de quarante ans, des membres de la Caisse font un choix rare : renoncer aux intérêts de l'épargne solidaire pour financer des luttes syndicales, des projets collectifs et, plus récemment, soutenir des personnes vulnérables de notre communauté.

À l'heure où la recherche de l'investissement le plus rentable guide nos choix, accepter de renoncer à ses intérêts au nom du bien commun relève d'un choix politique, bien sûr, mais aussi d'un souhait : montrer que le profit n'est pas tout.

Le Fonds de soutien à l'action collective solidaire

Les interventions du Fonds de soutien

Le nombre d'entreprises collectives ayant bénéficié de l'appui du Fonds de soutien est similaire à 2024. Cependant, les montants impliqués ont augmenté de 35% comparativement à 2024.

Types d'interventions du Fonds

	Nombre	Montants Fonds de soutien
Cautionnements entreprises	5	913 600 \$
Cautionnements individus*	2	17 000 \$
Prêts directs	3	85 000 \$
Paiement d'intérêts**	0	-\$
Total	10	1 015 600 \$

* Projet Laurin : soutien (cautionnement) offert aux particuliers

** Paiements effectifs dans le cadre de prêts solidarités

Les capacités financières du Fonds

Épargne et liquidité détenues par le Fonds de soutien

Données internes (non auditées)

Comptes	Montant	Engagements*	Disponibilités
Comptes Opération	391 758 \$	(60 000) \$	331 758 \$
Épargne à terme (ET-1)	1 000 000 \$	(430 600) \$	569 400 \$
Épargne Avantage Entreprise	1 722 492 \$	(1 500 000) \$	222 492 \$
Total	3 114 250 \$	(1 990 600) \$	1 123 650 \$

L'épargne solidaire

La fluctuation des épargnes solidaires pour 2025 s'est révélée positive avec un léger gain de 15 000 \$ comparativement à 2024. En ce qui concerne les épargnantes/épargnants solidaires, leur nombre demeure stable avec une très légère baisse dans la catégorie « Citoyen.ne » (deux épargnantes/épargnants de moins qu'en 2024).

Épargne solidaire en 2025

Type d'épargnant	Nombre	Montant	Montant moyen
Organisation syndicale	39	908 531 \$	23 296 \$
Citoyen.ne	34	286 400 \$	8 424 \$
Autre organisation	5	134 500 \$	26 900 \$
Total	78	1 329 431 \$	
Valeur moyenne d'une épargne			19 540 \$

Le nombre d'épargnants solidaires et le total de l'épargne solidaire sont relativement stables depuis plusieurs années. Le repositionnement du Fonds auquel travaille actuellement son conseil d'administration devrait avoir pour effet d'accroître l'intérêt pour cet outil financier de solidarité.

L'épargne comme levier financier solidaire

Le total de 3 114 250 \$ en épargne et en liquidité enregistré en 2025 atteste de la capacité du Fonds de soutien à se recapitaliser depuis le transfert des épargnes solidaires en 2022 (1 500 000 \$). Votre contribution nourrit directement cet élan : votre engagement a généré 140 560 \$ entre 2022 et 2024, auxquels s'ajoutent 35 000 \$ supplémentaires pour la seule année 2025.

Découvrez le bulletin complet



Les leviers complémentaires au financement solidaire

À la Caisse d'économie solidaire Desjardins, nous mobilisons plusieurs leviers financiers complémentaires, des contributions financières non remboursables, pour soutenir des projets collectifs portés par nos entreprises et organisations membres. En 2025, une somme totale de 7 M\$, issue à la fois des surplus de la Caisse et d'apports du Mouvement Desjardins, a été distribuée à nos membres. Le diagramme ci-dessous illustre comment en 2025 ces sommes ont été redistribuées afin de renforcer la capacité d'agir, d'innover et de transformer des organisations que nous accompagnons au quotidien.

En provenance de la Caisse
3,6 M\$

Leviers complémentaires
7 M\$

En provenance du Mouvement
3,4 M\$

Fonds du Grand Mouvement
2,8 M\$ attribués à 10 projets collectifs

Ristournes individuelles
617 K\$

Fonds C
60 K\$ attribués à 7 projets

Dons et commandites
397 K\$ attribués à 137 projets

Fonds d'aide au développement du milieu (FADM)*
3,2 M\$ attribués à 188 projets collectifs**

Économie inclusive
910 K\$

Santé et bien-être
905 K\$

Habitation communautaire et engagement social
747 K\$

Vitalité culturelle
545 K\$

Éducation, démocratie
78 K\$

Bourse Laure-Waridel
15 K\$

Prix François-Saillant
10 K\$

Bourses

Culture
171 K\$

Engagement social et humanitaire
76 K\$

Développement économique, emploi et entrepreneuriat
75 K\$

Santé et saines habitudes de vie
32 K\$

Éducation
24 K\$

Développement des affaires
16 K\$

Bourses solidaires d'études
3 K\$

* Le Fonds d'aide au développement du milieu (FADM) est notre ristourne collective.

** Parmi ces projets, 27 sont en intercoopération avec d'autres caisses.

En 2025, notre assemblée générale a réaffirmé son choix historique de **collectiviser ses surplus remis aux membres par l'entremise de projets sociaux et environnementaux**. C'est ainsi qu'en appui aux projets de nos membres, nous contribuons ensemble à renforcer notre accompagnement, nos pratiques associatives et nos pratiques d'innovation socio-écologique.

Les projets soumis au FADM sont analysés par un comité (nommé *comité de coopération* dans la section «Gouvernance»). Le Comité de coopération est composé de quatre administratrices et administrateurs et appuyé par des membres de l'équipe du Développement stratégique.

Fonds d'aide au développement du milieu (FADM), notre ristourne collective

Quelques projets recommandés par le Comité de coopération

Économie inclusive



- Au bas de l'échelle: créer des outils de formation pour les populations vulnérabilisées en emploi
- Mangrove: accélérer la transition socio-écologique des communautés québécoises

Santé et bien-être



- Marché Ti Frais: améliorer l'accès alimentaire des ménages du Sud-Ouest de Montréal
- Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ): construire une vision commune de la transition
- Ti-Mousse dans Brousse: implanter une division Ti-Mousse en Estrie

Ti-Mousse dans Brousse



Vitalité culturelle



- Cirque Hors Piste: s'ancrer, se déployer pour tisser des liens avec la communauté et célébrer la diversité du territoire
- Corporation du Cinéma du Musée: mettre en place le ciné-club du Musée, un espace de rencontre pour des adolescent.e.s qui font face à différents défis
- Les précieuses fissures: réaliser la série des chimères et revaloriser des objets de seconde main
- Maison Théâtre: favoriser l'accès des jeunes aux arts vivants



Cirque Hors Piste

Le budget participatif de 2025-2026, une enveloppe provenant du FADM

À la Caisse, c'est avec fierté que nous mettons de l'avant cette initiative qu'est notre budget participatif. À nos yeux, cet engagement social hors du commun, inédit dans le monde des institutions financières, incarne bien une de nos plus fortes convictions: **l'argent doit être démocratisé. En offrant à nos membres une voix dans la redistribution d'une partie de la ristourne collective, nous affirmons qu'une institution financière peut jouer un rôle plus marquant que celui de simple intermédiaire financier. C'est dans cet esprit que nous travaillons à faire de l'argent un levier d'action collective.**

Les projets mentionnés ci-contre ont fait l'objet d'une sélection par les membres. Portés par une vision collective, ils illustrent différentes manières d'utiliser l'argent comme un outil au service des communautés.



Les six lauréats de notre budget participatif pour le bien commun

- **L'Accorderie de Sherbrooke**, avec le projet «Escouade bricoleuse intergénérationnelle» (Estrie)
- **L'Annexe À Roland**, avec le projet «La Cantine dans les écoles» (Lanaudière)
- **La Coop Nourricière**, avec le projet «Forêt Nourricière & Éco-serre Pédagogique» (Mauricie)
- **Coop de solidarité Santé Saint-Hubert**, avec le projet «Semer, cultiver et récolter la santé» (Bas-Saint-Laurent)
- **Eau Secours**, avec le projet «La protection de l'eau, votre municipalité s'en occupe?» (Montréal / Provincial)
- **Quartier des arts du cirque (QUAC)**, avec le projet «Sous le chapiteau: espace créatif pour les jeunes» (Montréal)

Pour en savoir davantage



Crédit: gracieuseté Quartier des arts du cirque (QUAC)



Éducation, démocratie



- Avocats sans frontières Canada: démocratiser les connaissances juridiques chez les jeunes et entreprendre des actions citoyennes pour les droits humains dans le monde
- Coopérative Incita: concevoir une plateforme de formation à la transition écologique

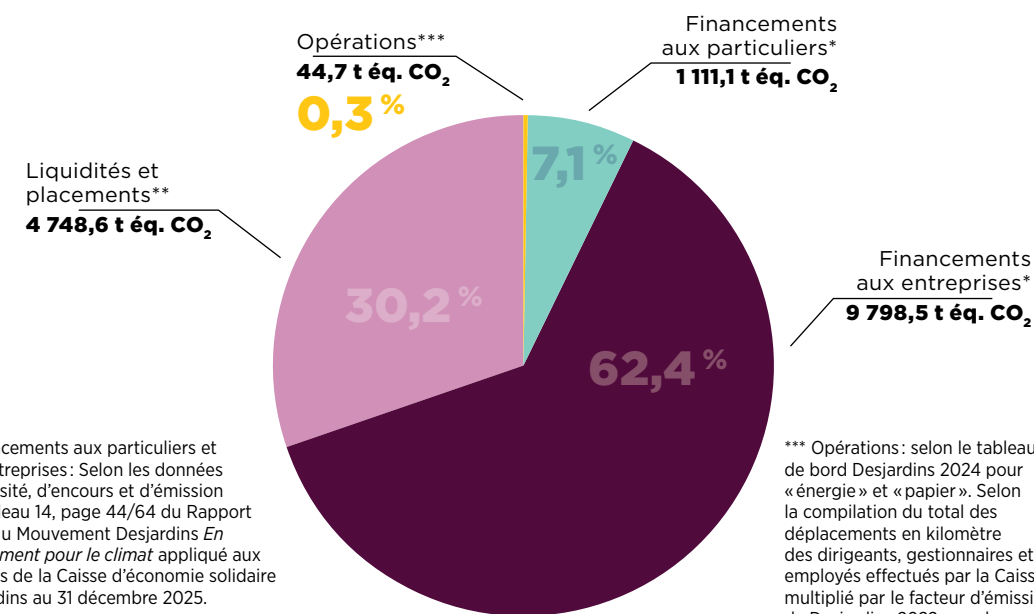
L'empreinte carbone de la Caisse

La Caisse d'économie solidaire Desjardins a été la **première institution bancaire en Amérique du Nord à mesurer l'empreinte carbone de ses activités de financement**, dans le cadre du Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF). Cette initiative s'inscrit dans **l'engagement de transparence** qu'elle a pris et **les efforts** qu'elle déploie pour **lutter contre les changements climatiques**.

Pour 2025, l'empreinte carbone totale de la Caisse s'élève à **15 702,9 t éq. CO₂**, en **diminution par rapport à 2024**, alors qu'elle atteignait **19 089,2 t éq. CO₂**. La très grande majorité des émissions de la Caisse est liée à ses activités de financement. À lui seul, le financement accordé aux **entreprises** compte pour **62,4%** du montant global de **9 798,5 t éq. CO₂**.

Parmi les financements de la Caisse aux entreprises, ce sont les projets du secteur de **l'immobilier** qui génèrent la plus importante part de GES. Soulignons toutefois que cette réalité reflète la cohérence de sa mission: **soutenir des projets sociaux et solidaires visant à loger notamment des individus, des coops et des OBNL**. Et que plus de 60% de ses financements en immobilier concourent à atteindre son objectif: 20% de logements hors marché au Québec d'ici 15 ans.

Estimation de l'empreinte carbone 2025



* Financements aux particuliers et aux entreprises: Selon les données d'intensité, d'encours et d'émission du tableau 14, page 44/64 du Rapport 2024 du Mouvement Desjardins *En mouvement pour le climat* appliqué aux encours de la Caisse d'économie solidaire Desjardins au 31 décembre 2025.

** Liquidités et placements: selon les intensités carbone (tonnes de CO₂ par M\$) du Rapport 2024 du Mouvement Desjardins *En mouvement pour le climat* publié en mai 2025.

*** Opérations: selon le tableau de bord Desjardins 2024 pour « énergie » et « papier ». Selon la compilation du total des déplacements en kilomètre des dirigeants, gestionnaires et employés effectués par la Caisse multiplié par le facteur d'émission de Desjardins 2022 pour le transport. En date du 30 mars 2026, nous n'avons pas accès à des facteurs plus récents.

La Caisse est animée d'une volonté de faire avancer la finance sociale et solidaire sur le plan national, bien sûr, mais aussi sur le plan international. Elle a d'ailleurs trouvé un lieu d'appartenance privilégié au sein de la **Global Alliance for Banking on Values (GABV), une alliance mondiale pour une finance axée sur les valeurs.** Ce réseau international regroupe 75 institutions financières réparties dans 45 pays.

x

Engagement et dialogue à l'international

+

Toutes les institutions membres de l'Alliance sont ancrées dans des projets collectifs de terrain et guidées par des valeurs sociales, environnementales et de gouvernance. Présentes sur tous les continents, elles poursuivent des objectifs semblables et sont attelées à des priorités communes, dont celles de **mettre la finance au service des personnes** et de leurs communautés, notamment en **renforçant l'inclusion sociale et l'accès au logement** pour chacune et chacun.

Le **Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC)** est l'un des rares carrefours d'échange et de concertation des universitaires et des entreprises collectives, qu'elles soient publiques, coopératives, mutuelles ou associatives. Ce double croisement aux niveaux national et international favorise la création de programmes de formation et de développement qui sont en cohérence avec des objectifs d'intérêt général au sein d'une économie plurielle. Le CIRIEC Canada participe au CIRIEC international.

Le **Forum international de l'économie sociale et solidaire (ESS Forum International)** tient les Rencontres du Mont-Blanc de l'économie sociale, un événement qui réunit des dirigeant.e.s d'entreprises de l'économie sociale provenant des quatre coins du monde.

Le **Fonds d'investissement solidaire international du Québec (FISIQ)** est un fonds visant à financer des entreprises collectives (coopératives, mutuelles et OBNL) à l'extérieur du Québec, notamment en Afrique et en Amérique latine.

La Caisse participe avec ses partenaires, des organisations de coopération internationale, à la gestion de ce levier financier solidaire qui permet au Québec de contribuer concrètement à des projets porteurs ailleurs dans le monde, en misant sur des retombées durables plutôt que strictement financières.

x



Placé sous le signe de la transparence, le Rendez-vous solidaire 2025 a réuni de façon inédite des membres épargnants et des membres emprunteurs solidaires. 24 organisations ont présenté leurs projets et les retombées positives générées dans leur communauté à près de 300 membres.

Siège social **Québec**
155, boul. Charest Est,
bureau 500
Québec G1K 3G6

Centre de services **Montréal**
4051, rue Molson, local 110
Montréal H1Y 3L1

Centre de services
Saint-Jean-sur-Richelieu
84, rue Richelieu, 2^e étage
Saint-Jean-sur-Richelieu
J3B 6X3

Centre de services **Lanaudière**
1000, boulevard Sainte-Anne
Saint-Charles-Borromée
J6E 6J2

Centre de services **Sherbrooke**
560, rue Bowen Sud
Sherbrooke
J1G 2E3

Centre de services **Sorel-Tracy**
93, rue du Prince
Sorel-Tracy J3P 4J9



Desjardins

Caisse d'économie solidaire

1 877 647-1527

caissesolidaire.coop